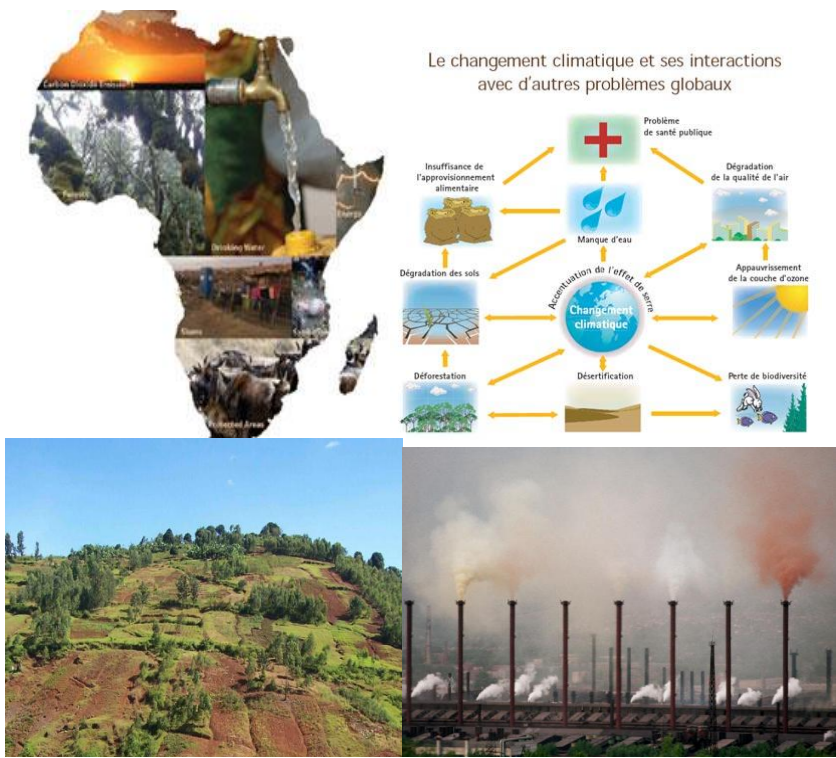


**PROJET MECCA-AFRICA  
PROGRAMME-ACCA/CRDI-DFID**

**«EXPERIMENTING A CAPACITY DEVELOPMENT APPROACH AND A TOOLKIT FOR MONITORING AND EVALUATION WITHIN CLIMATE CHANGE ADAPTATION INITIATIVES»**



**SUIVI-EVALUATION DES CAPACITES D'ADAPTATION  
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE  
RAPPORT DE SYNTHESE DES ETUDES DE CAS**

## Experimenting a capacity development approach and a toolkit for monitoring and evaluation within climate change adaptation initiatives

Réalisé par:

ISSA Aboubacar  
BEN KHATRA Nabil  
BELLO Abina AbdoulKarim

# RAPPORT DE SYNTHÈSE DES ETUDES DE CAS

**Publié par** : l'OSS Tunis - Tunisie

**Subvention** : N° 104779-002 –

**Projet** : MECCA-AFRICA

**Pays/Région** : Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Kenya, Mali, Niger, Ouganda, Sénégal

**Institution de recherche** : Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)

**Adresse** : Boulevard du leader Yasser ARAFAT BP 31, 1080 Tunis, Tunisie URL : [www.oss-online.org](http://www.oss-online.org)

**Tél**: (+216) 71 206 633 ; **Fax** : (+216) 71 206 636

**Chercheurs**: ISSA Aboubacar (OSS): [issa.aboubacar@oss.org.tn](mailto:issa.aboubacar@oss.org.tn)  
BEN KHATRA Nabil (OSS) : [nabil.benkhatra@oss.org.tn](mailto:nabil.benkhatra@oss.org.tn)  
BELLO AbinaAbdoulKarim (OSS): [bello.abdoulkarim@oss.org.tn](mailto:bello.abdoulkarim@oss.org.tn)  
BRIKI Mourad (OSS): [mourad.briki@oss.org.tn](mailto:mourad.briki@oss.org.tn)

Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu des bénéficiaires de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autres formes de révision.

Le présent document est utilisé avec l'autorisation de l'OSS

**Copyright** © 2011 Observatoire du Sahara et du Sahel

## REMERCIEMENTS

Ce document a été réalisé sous la supervision de Dr. Ing. Chedli FEZZANI, Secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et avec la coordination et participation active de Nabil BEN KHATRA, Aboubacar ISSA et Abina AbdoulKarim BELLO, Mourad BRIKI mais aussi de Robert Zougmoré (jusqu'à la fin 2010). Il émane du travail mené de juin 2009 à Octobre 2011, en partenariat avec quatre institutions nationales (UICN/PACO, PADESO, CNSEE et CSE) et une institution sous-régionale africaine (ICPAC). La coordination scientifique et technique de la composante étude de cas du projet «*An experimental approach to capacity and toolkit development for monitoring and evaluation within climate change adaptation initiatives*» a été assurée par l'OSS.

Ce travail est l'aboutissement des efforts de l'équipe OSS conjugués à ceux des experts des institutions sus mentionnées à travers leur participation aux sessions de formation et leur contribution à la mise en œuvre des études de cas. Il s'agit tout particulièrement de :

### **Burkina Faso (UICN/PACO)**

Mme Onadja Alice Paule  
M. Boateng-Gyimah

### **Mali (PADESO)**

Mody Kanouté  
Mme MaigaFadimata OUEYSSOU  
Missa Traoré

### **Niger (CNSEE/PGIE/PLCE)**

WATA Sama Issoufou  
MAISHAROU Abdou  
Mounkaila Zakou  
Moussa INJA

### **Sénégal (CSE/InfoClim)**

M. FAYE Abdoulaye  
Diallo Marième

### **ICPAC**

Zakary ATHERU  
AbebeTadege

Nous exprimons toute notre profonde gratitude aux Partenaires duprojet pour leur soutien financier, scientifique et technique :

**CRDI/DFID** : Nathalie Beaulieu

**UNECA** : PacomeKossy, Urbain ZADI

**AGRHYMET** : Hubert NDJAFI OUAGA

**UICN** : Jacques Somda, Aliou Faye

Ces remerciements s'adressent aussi aux membres du Secrétariat Exécutif de l'OSS qui n'ont ménagé aucun effort pour l'aboutissement de ce projet dans les délais impartis.

## **PREFACE**

Le changement climatique est une préoccupation majeure qui a mobilisé la communauté scientifique pour une meilleure compréhension de ses mécanismes et le suivi de ses effets néfastes sur les écosystèmes, les populations et les systèmes de production.

L'adaptation au changement climatique, une des solutions à cette préoccupation, a été évoquée depuis le sommet de Rio (1992) au cours de l'adoption de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique ; Toutefois elle n'était pas apparue prioritaire dans les négociations, considérant qu'elle relèguerait le contrôle et la réduction des GES au second plan. A partir de 2003 elle s'est imposée comme une solution incontournable, obligeant la neuvième session de la Conférence des parties à engager des travaux au plan scientifique, technologique et socio économique. Le programme de travail de Nairobi, essentiellement destiné au PMA fut adopté et renforcé par la publication du dernier rapport du GIEC (2007) et la feuille de route de Bali.

D'après les recherches du GIEC la faible capacité de réponse et d'adaptation dans les pays en développement les met dans une situation de vulnérabilité accrue. Les risques liés au changement climatique s'étant imposés et les conséquences étant de mieux en mieux évaluées, l'adaptation est donc devenue une nécessité inévitable. C'est à juste titre que l'Afrique qui est le continent le plus vulnérable attire des financements importants au cours de ces dernières années.

Par exemple au 3 février 2009, 48 sur les 49 pays africains éligibles avaient reçu 200 000 dollars du fond destiné aux pays les moins avancés (FPMA) pour élaborer leur programme d'action national pour l'adaptation (PANA). A ces fonds s'ajoutent les efforts propres des pays et des populations locales.

Cependant, l'aide à l'adaptation reste insuffisante et difficile à évaluer car souvent diluée à l'aide au développement. Toutefois, un tournant décisif a été pris en faveur de l'adaptation et plusieurs initiatives destinées à analyser les priorités d'action dans le domaine sont lancées en Afrique.

Le « Programme de travail de Nairobi » prévu sur une durée de cinq ans pour évaluer les impacts, la vulnérabilité, et l'adaptation aux changements climatiques poursuit ses deux objectifs : (i) Il assiste les parties et surtout les PAM à améliorer leur évaluation des impacts et leur compréhension des enjeux de l'adaptation aux changements climatiques ; (ii) Il aide ces PMA dans la prise de décision sur les mesures pratiques d'adaptation sur une base technique, scientifique et socio-économique.

Par ailleurs, les Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation aux changements climatiques (PANA) sont rentrés dans leur phase de mise en œuvre avec un ensemble de projets prioritaires.

C'est dans ce cadre que le programme d'Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA), une initiative conjointe du Département du Royaume Uni pour le développement International (DfID) et le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) soutient 40 projets en Afrique. La majeure partie des projets utilise une approche participative (collaboration entre organisations, groupes à risque et décideurs politiques) dans laquelle le suivi-évaluation joue un rôle important. Son principal objectif est

d'améliorer la capacité d'adaptation au changement climatique des communautés et organisations africaines de façon à faire bénéficier les personnes les plus vulnérables.

Le programme a soutenu un projet piloté par l'UNECA, l'OSS et le centre AGRHYMET, destiné à harmoniser et institutionnaliser le suivi-évaluation de l'adaptation au changement climatique dans les organisations et pays africains afin d'éclairer les planificateurs et les décideurs à mieux intégrer le suivi-évaluation dans les plans, programmes et projet de développement en Afrique.

C'est dans cette optique que l'OSS, responsable de la mise en œuvre des études de cas du projet pilote a élaboré la présente synthèse des rapports nationaux et deux documents conceptuels : « *le guide méthodologique du suivi évaluation des capacités d'adaptation au changement climatique en Afrique* » et « *les leçons tirées des études de cas* ». L'OSS se réjouit d'avoir pris une part active au projet pilote et espère vivement que les résultats obtenus seront largement vulgarisés.

Le Secrétaire Exécutif de l'OSS



Dr. Ing. Chedli FEZZANI

## SOMMAIRE

Remerciement.....	3
Préface.....	4
Sommaire.....	6
Sigles et abréviations.....	7
Liste des figures.....	8
Liste des tableaux.....	8
Liste des photos.....	8
Liste des encadrés.....	8
Résumé .....	9
I. Contexte.....	11
II. Etude de cas.....	13
II.1- Problème de recherche abordé par le projet.....	13
II.2- Choix des institutions et projets en charge des études de cas.....	13
II.3- Description des projets porteurs retenus.....	14
II.4- Le suivi-évaluation dans les projets porteurs.....	18
II.5- Méthodologie de mise en œuvre des études de cas.....	20
II.6- Mise en œuvre / Déroulement des activités.....	22
II.6.1- Activités préparatoires.....	22
II.6.2- Mise en place des équipes nationales chargées des études de cas.....	25
II.6.3- Renforcement des capacités des équipes nationales.....	26
II.6.4- Planification et organisation des activités de terrain.....	27
II.6.5- Utilisation des outils de la trousse.....	28
II.6.6- Leçons tirées de l'application de l'ensemble des outils.....	41
III- Analyse et évaluation des résultats, synthèse des leçons .....	43
IV. Conclusion générale.....	45
Références bibliographiques.....	46

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ACCA</b>	: Adaptation au Changement Climatique en Afrique
<b>ACMAD</b>	: Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement
<b>AGRHYMET</b>	: Centre Régional de Formation et d'Application en Agrométéorologie et Hydrologie Opérationnelle
<b>CCAA</b>	: Climate Change Adaptation in Africa
<b>CC/SAP</b>	: Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce
<b>CES/DRS</b>	: Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
<b>CILSS</b>	: Comité Inter-état de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
<b>CNEDD</b>	: Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (Fr)
<b>CNSEE</b>	: Centre National du Surveillance Ecologique et Environnementale (Niger)
<b>CRDI</b>	: Centre de Recherche pour le Développement International (Canada)
<b>CSE</b>	: Centre de Suivi Ecologique (Sénégal)
<b>CRISTAL</b>	: Community-based Risk Screening Tool-Adaptation Livelihood
<b>DfID</b>	: Department for International Development
<b>FAD</b>	: Fond Africain pour le Développement
<b>FAO</b>	: Food and Agriculture Organisation
<b>FEM</b>	: Fond pour l'Environnement Mondial
<b>ICPAC</b>	: IGAD Climate Prediction and Applications Centre
<b>IGAD</b>	: Inter-Governmental Authority on Development (Afrique de l'Est)
<b>IRD</b>	: Institut de Recherche pour le Développement (France)
<b>MECCA-Africa</b>	: Monitoring and Evaluation on Climate Change in Africa
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>OSS</b>	: Observatoire du Sahara et du Sahel
<b>PADESO</b>	: Programme d'Appui au Développement de l'Elevage au Sahel Occidental
<b>PAGEV</b>	: Projet d'Amélioration de la Gouvernance de l'Eau de la Volta
<b>PAM</b>	: Programme Alimentaire Mondial
<b>PANA</b>	: Plan d'Action National d'Adaptation au changement climatique
<b>PGIE/NN</b>	: Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes dans les régions transfrontalières entre le Niger et le Nigeria
<b>PLCE/BN</b>	: Programme de Lutte Contre l'Enlèvement dans le Bassin du Niger
<b>PNEDD</b>	: Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable
<b>PUND</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>SE</b>	: Suivi évaluation
<b>UEMOA</b>	: Union Economique Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
<b>UICN</b>	: Union International pour la Conservation de la Nature

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Zone de mise en œuvre des études de cas

Figure 2: Exemple de carte d'occupation des terres réalisée dans le cadre du projet MECCA Africa (zone du PLCE – Niger)

Figure 3 : Carte des ressources et des aléas réalisée par la communauté de KeurDembaNgoye (Sénégal).

Figure 4 : Interface et fenêtre de l'outil d'analyse CRISTAL

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Les zones d'intervention du projet identifiées par les institutions nationales

Tableau 2 : Composition des équipes chargées de mettre en œuvre les activités du projet

Tableau 3 : les différentes langues locales de traduction du lexique

Tableau 4 : récapitulatif des forces et faiblesses issues de l'application des outils.

## **LISTE DES PHOTOS**

Photo1 : Atelier de pré-test des outils à Tenkodogo (Burkina Faso)

Photo 2 : Atelier de formation des experts nationaux à Niamey (Niger)

Photo 3 : Image de l'application de l'outil 1 à Fogody (Mali)

## **LISTE DES ENCADRES**

Encadré1: Initiatives de réduction de la vulnérabilité

Encadré 2 : Prise en compte de l'aspect genre dans les activités de PAGEV (Burkina Faso)

Encadré 3 : Organisation d'un atelier de restitution au Mali (PADESO)



## RESUME

Le changement climatique, un des enjeux majeur du 21<sup>ème</sup> siècle risque de compromettre le développement des pays africains déjà victimes de conflits sociopolitiques, de la dégradation des terres et de la pauvreté. Les moyens de subsistance des populations africaines dépendent essentiellement d'une agriculture extensive, fortement sensible aux facteurs climatiques devenus aléatoires.

Au regard des liens forts entre environnement, ressources naturelles et économies des pays africains, les facteurs climatiques joueront un rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire en Afrique. L'adaptation au changement climatique constituera une solution déterminante à l'amélioration des économies africaines et une préoccupation pour la communauté internationale qui œuvre inlassablement pour faire face au changement climatique.

Dans ce contexte, le programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA) qui est une initiative conjointe du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) et du Department for International Development (DFID), a soutenu le projet MECCA-Africa comme un instrument indispensable d'accompagnement des projets et programmes d'adaptation au changement climatique en Afrique. Quatre Institutions régionales notamment la Commission Economique pour l'Afrique (UNECA), l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), le Centre AGRHYMET et L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) sont impliquées dans la mise en œuvre de ce projet. Son objectif général est d'aider les organisations et institutions intervenant dans le domaine de l'adaptation au changement climatique à intégrer le suivi-évaluation dans les initiatives d'adaptation. Ceci a été fait à travers le développement et le test d'un ensemble harmonisé d'approches et d'outils de suivi-évaluation.

Démarré en 2009, ce projet vise à contribuer au renforcement des capacités des pays à s'adapter au changement climatique. Les organisations régionales citées plus haut se sont engagées à analyser les expériences africaines, à rechercher des outils et de méthodes permettant d'améliorer les capacités des populations africaines et des écosystèmes à s'adapter au changement climatique et à accroître leur résilience.

Les études de cas, constituant une des trois composantes du projet, ont été conduites par quatre institutions nationales du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal et une Institution sous régionale (: IGAD Climate Prediction and Applications Centre : ICPAC) au Kenya pour tester et enrichir les approches et outils sélectionnés après un travail de mise en commun et d'harmonisation des efforts déployés en Afrique.

Placées sous la coordination de l'OSS en raison d'importants travaux que ce demiera menés en matière de suivi-évaluation au cours des dix dernières années, les études de cas ont servi de base à la recherche d'une méthodologie innovante pour identifier et améliorer les capacités d'adaptation des populations rurales africaines les plus vulnérables.

Les outils sélectionnés par le réseau des organisations régionales partenaires et pré-testés sous la coordination de l'OSS ont fait l'objet d'application dans le cadre des études de cas par des institutions nationales des cinq pays sus mentionnés.

*Au Burkina Faso* les outils ont été appliqués par l'IUCN/Projet d'Amélioration de la Gouvernance de l'Eau de la Volta (PAGEV), un projet de coopération transfrontalière entre le

Burkina Faso et le Ghana, portant sur l'amélioration de la Gouvernance et la gestion des ressources en eau du Bassin de la Volta.

*Au Mali* le Programme d'Appui au Développement de l'Elevage au Sahel Occidental (PADESO) a été le champ d'expérimentation de la trousse à outils ; Ce programme a entrepris des actions visant à reconstituer le cheptel et à mettre en place des aménagements pastoraux, pour soulager les éleveurs et leur cheptel face aux effets du changement climatique.

*Au Niger* deux projets de restauration des terres ont servi de cadre pour les études de cas sous la coordination du Centre National de Surveillance Ecologique et Environnemental (CNSEE) ; Il s'agit du projet «Gestion intégrée des écosystèmes dans les régions transfrontalières entre le Niger et le Nigeria» et le projet de Lutte Contre l'Ensablement du fleuve Niger (PLCE). Les deux projets sont essentiellement destinés à sauvegarder les terres de culture et les écosystèmes des bassins fluviaux devenus des zones refuges favorables face au changement climatique.

*Au Sénégal* l'étude de cas porte sur le projet Infoclim exécuté par le Centre de Suivi Ecologique (CSE) et dont l'objectif général est d'aider les populations vulnérables à avoir accès à l'information aux connaissances scientifiques afin de renforcer leurs stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

*Au Kenya*, ICPAC s'est appuyé sur AfricaAdapt pour conduire l'étude de cas ; AfricaAdapt est un réseau de pays et un programme destiné à renforcer les capacités des pays en analyses diagnostics et suivi-évaluation des impacts des projets d'adaptation au changement climatique.

## I- CONTEXTE

Le changement climatique est un phénomène suivi par la communauté scientifique pour ses effets néfastes sur les écosystèmes, les ressources naturelles et les populations de tous les continents, en l'occurrence l'Afrique reconnue comme le plus vulnérable. Les populations réagissent par des mesures ou des stratégies visant à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains contre les effets réels ou attendus des changements climatiques.

Malgré l'importance des recherches spécifiques d'analyse et de réduction de la vulnérabilité des communautés rurales en Afrique (cf encadré 1), d'énormes efforts restent à déployer pour améliorer et consolider les acquis de suivi évaluation des stratégies d'adaptation réactive et de lutte contre la vulnérabilité socioéconomique des populations locales à long terme.

Ainsi, le Programme d'Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA), qui est une initiative conjointe entre le Département du Royaume Uni pour le développement international (DfID) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), vient contribuer aux renforcements des capacités des populations et des organisations africaines, à travers la conception et la diffusion des bonnes pratiques harmonisées de suivi-évaluation auprès des partenaires et des organisations régionales et sous-régionales.

### **Encadré1** : Initiatives de réduction de la vulnérabilité

Les Gouvernements des pays africains, soucieux de renforcer la résilience des systèmes de production et des populations au changement climatique, ont signé et ratifié les Conventions environnementales de RIO et mettent en œuvre les Programmes d'Action Nationaux y afférent, notamment le Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements climatiques (PANA). Des mesures d'adaptation ont été identifiées et sont inscrites dans leur Stratégie de Développement Accéléré de Réduction de la Pauvreté (SDARP) et dans les programmes prioritaires. Des projets liés à la sécurité alimentaire, au renforcement des capacités, à la maîtrise de l'eau et à la lutte contre la désertification sont mis en œuvre pour réduire la vulnérabilité des populations locales.

Le présent projet, financé par le programme ACCA pour une durée de deux ans, a été mis en œuvre par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) et le Centre régional AGRYHMET du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Il vise, à travers une approche multidimensionnelle outre le renforcement des capacités et l'harmonisation des approches du suivi-évaluation de l'adaptation au changement climatique, à créer un réseau dynamique et pérenne regroupant les organisations régionales et sous-régionales, les donateurs et les représentants d'initiatives d'adaptation.

Le projet comporte trois composantes (cf encadré 2) dont la composante 2 «Tests méthodologiques à travers des études de cas intégrant différents niveaux d'échelles et d'acteurs» a été confiée à l'OSS. Il a notamment supervisé les activités des institutions nationales et les a appuyées techniquement.

Les pays identifiés pour mettre en œuvre le projet suivi-évaluation font partie de la zone circum saharienne, caractérisée par l'aridité, une forte variabilité climatique, des ressources naturelles fragiles et une croissance démographique accrue qui exerce une forte pression sur ces ressources. Ils figurent parmi les pays les moins avancés et d'après le rapport du PNUD sur l'indice de développement humain, environ 4 personnes sur 5 de leur population vivent dans les zones rurales.

Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage constituent la principale activité et contribuent pour environ 40% au PIB des pays d'Afrique subsaharienne (2010). Leurs économies, essentiellement agricoles, sont très fragiles, peu diversifiées et se caractérisent par leur grande vulnérabilité aux aléas climatiques. Malgré les conditions agro-climatiques défavorables et les crises environnementales récurrentes, le secteur agricole continue de jouer un rôle crucial dans les rapports sociaux et économiques.

La vulnérabilité des pays d'accueil des études de cas est essentiellement liée à leur exposition aux risques de la variabilité et du changement climatique ainsi qu'à la fragilité des ressources naturelles. L'activité agricole, essentiellement pluviale et de subsistance, utilisant des techniques traditionnelles de faible productivité, est très vulnérable aux variations et changements climatiques. La vulnérabilité des systèmes de production est appelée à croître du fait de l'accroissement prévu de la population et de l'insuffisance des ressources.

---

## II- ETUDES DE CAS

---

---

### II.1- Problème de recherche abordé par le projet

---

En Afrique, les effets du changement climatique sont ressentis de manière différente. Certaines régions sont plus exposées aux phénomènes que d'autres. Ainsi, les comportements individuels et les stratégies d'adaptation divergent considérablement d'une région à l'autre et sont étroitement liés à l'ampleur de la pression exercée (effets du changement climatique) et à la capacité des populations à y faire face.

Dans de nombreux pays et régions d'Afrique, plusieurs programmes sont mis en place pour aider et soutenir les états et les populations à intégrer l'adaptation aux effets du changement climatique dans les projets de développement durable. En effet, plusieurs stratégies complémentaires sont possibles pour adapter et préserver au mieux l'environnement face aux aléas climatiques attendus et assurer une adaptation préventive des populations et des systèmes de production les plus vulnérables.

Toutefois, dans la plupart des cas, les parties prenantes dans un processus d'adaptation au changement climatique se heurtent à la difficulté de suivre et d'évaluer les capacités d'adaptation.

Le projet MECCA-Africa vise à tester une trousse à outils de suivi-évaluation à travers cinq études de cas intégrant différents niveaux de mise en œuvre. Il permettra en outre de mettre à la portée des organisations et différents acteurs partenaires, des outils et approches pour élaborer et institutionnaliser une stratégie adéquate pour le renforcement des capacités en matière de suivi et évaluation de l'adaptation aux effets du changement climatique en Afrique.

---

### II.2- Choix des institutions et projets en charge des études de cas

---

Les institutions et/ou projets impliqués dans la mise en œuvre du projet MECCA-Africa ont été choisis par les partenaires concernés sur la base de 4 principaux critères :

**Critère 1.** Avoir mis en œuvre des programmes et/ou des politiques relatifs aux changements climatiques en Afrique sub-saharienne, en particulier des actions d'adaptation face aux effets des changements climatiques ;

**Critère 2.** Avoir mis en place ou souhaitant mettre en place un système de suivi-évaluation des capacités d'adaptation à différentes échelles (idéalement du sous-régional au local, à défaut à une échelle)

**Critère 3.** Avoir réalisé le suivi-évaluation des capacités d'adaptation d'acteurs différents (ex : population à la base, décideurs, politiques, etc.) par échelle.

**Critère 4.** Accepter d'encadrer un stagiaire dans le cadre de l'étude de cas

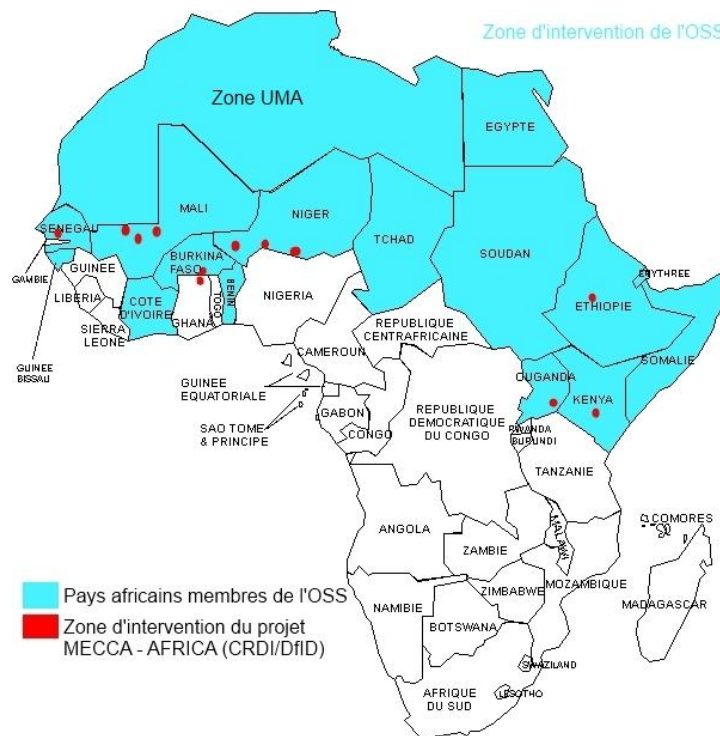
Suite à l'analyse et l'évaluation des dossiers soumis, cinq (5) institutions nationales ont été retenues pour la conduite des études de cas dans le cadre de ce projet pilote sur le suivi

évaluation des initiatives d'adaptation au changement climatique en Afrique ; Ces institutions et projets sont :

- Le Centre de Suivi Ecologique (CSE- Sénégal)
- Le Projet d'Amélioration de la Gouvernance de l'Eau de la Volta (PAGEV-Burkina Faso)
- Le Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale (CNSEE-Niger)
- Le centre IGAD Climate Prediction and Applications Centre (CPAC-Kenya)
- Le Programme d'Appui au Développement de l'Elevage au Sahel Occidental (PADES0 Mali)

### II.3-Description des projets porteurs retenus

Les projets porteurs étant majoritairement en zone sahélienne, les conditions locales sont caractérisées par des sécheresses récurrentes et des inondations dont les conséquences sur les ressources physiques et les productions agricoles sont désastreuses ; la sécurité alimentaire des populations humaines et du bétail et les autres moyens locaux d'existence sont durement affectés. La conjugaison des crises climatiques et des actions anthropiques néfastes conduit à une dégradation des terres agricoles, à des déficits alimentaires chroniques et à la malnutrition. Dans ces conditions, la recherche de voies et moyens pour mesurer les progrès de l'adaptation au changement climatique s'impose comme une priorité.



**Figure 1: Zone de mise en œuvre des études de cas**

Les déterminants communs des projets porteurs des études de cas et la justification du choix des cinq (5) pays, tiennent à des facteurs communs qui freinent le développement des sites d'intervention et l'amélioration des conditions de vie des populations locales en général. En

effet, plusieurs facteurs biophysiques, socio-économiques et climatiques se conjuguent et expliquent la situation de vulnérabilité des populations et de leurs moyens d'existence dans les zones d'intervention des projets porteurs des études de cas . La principale problématique partagée par ces pays et à laquelle s'attaquent les projets est la détérioration continue des conditions édaphiques, climatiques et socio économiques en milieu rurale.

**Au Burkina Faso**, le projet porteur « Projet d'amélioration de la Gouvernance en Eau dans le Bassin de la Volta » (PAGEV) a été initié et mis en œuvre par l'UICN depuis 2004 pour répondre à un besoin de coordination et de coopération transfrontalière dans la gestion des ressources en eau du Bassin de la Volta. Financé majoritairement par les Pays-Bas la fondation MAVA et de la Howard G. Buffet Fondation (HGBF), le PAGEV s'inscrit dans le cadre du Partenariat Mondial pour l'Eau et la Nature (WANI) de l'UICN qui cherche à intégrer l'approche écosystème à la planification et à la gestion des bassins fluviaux. Le projet implique le Burkina Faso, le Ghana et plus tard le Togo autour des écosystèmes et des ressources en eau du bassin de la Volta.

Son objectif est d'améliorer la gouvernance de l'eau à travers la définition de principes fondamentaux de gestion et l'instauration de mécanismes de coordination. Il vise à aider le Burkina Faso et le Ghana à définir ensemble et à créer un cadre de collaboration basée sur des règles de gestion des ressources partagées.

Le projet cherche à mieux faire comprendre la dynamique de la disponibilité et de la demande en eau et à collecter des informations pour établir des projections relatives aux différents usages sur des sites bien définis au Burkina Faso et au Ghana. Le projet procède à ses analyses d'informations à l'aide de systèmes bien connus au niveau international comme le WEAP (Système d'évaluation et de planification des ressources en eau) élaboré par le Stockholm Environment Institute (SEI). Le projet permet de définir et de proposer à terme des options d'utilisations de l'eau, suivant des scénarii tenant compte du changement climatique, des infrastructures actuelles et de l'accroissement de la demande

**Au Mali** le projet porteur, PADESO « Programme d'Appui au Développement de l'Elevage dans le Sahel Occidental » a été initié par le Ministère de l'Elevage et de la Pêche en 2007, pour pérenniser les résultats du Projet de Développement de l'Elevage au Sahel Occidental (PRODESO) et en faire une stratégie nationale. La zone d'intervention du PADESO couvre une superficie importante du pays et porte sur les zones pastorales de Kayes-Nord, du Kaarta, de Dilly et de Nara-Est, soit les cercles de Kayes (en partie), Yélimané, Nioro du Sahel, Diéma, Nara (en totalité) et Niono (en partie). Le Sahel Occidental couvre une superficie de 75 420 Km<sup>2</sup> et compte 803 731 habitants répartis entre 1 049 villages appartenant à 75 communes. Le cheptel de la zone est évalué à 1 018 000 bovins et 1 890 000 petits ruminants, soit 968 480 UBT.

L'objectif général du programme est d'améliorer les revenus et les conditions de vie des populations bénéficiaires par le renforcement des mesures de la lutte contre la pauvreté contenu dans la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Le programme ambitionne de développer des mesures techniques de protection des éleveurs et du cheptel contre les perturbations environnementales y compris le changement climatique. Il s'agit de développer les capacités techniques des acteurs locaux et des intervenants ainsi que des stratégies de gestion durable des ressources naturelles. Ces mesures sont mises en œuvre à travers la création de périmètres pastoraux de sécurisation des populations et du bétail.

Les zones sahélo sahariennes à vocation pastorale constituent un espace écologique fragile comme en témoigne la zone pastorale du Mali qui dépend fortement des conditions climatiques ; Les tendances climatiques actuelles et futures dans la zone d'intervention du PADESO sont susceptibles d'influencer négativement les objectifs de développement du secteur de l'élevage au Mali.

Les activités du PADESO doivent permettre au gouvernement du Mali et aux populations locales de faire face aux effets de l'accroissement de la température, aux événements climatiques extrêmes, à la mauvaise répartition spatio-temporelle et à la baisse constante de la pluviométrie et des nappes phréatiques. Si ces mesures ne sont pas prises, les productions animales et les revenus des populations locales risqueraient d'être compromis.

**Au Niger** Deux projets de restauration des terres ont été retenus pour l'application des outils de suivi et d'évaluation des capacités d'adaptation au changement climatique sous la coordination du Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale (CNSEE)

- **Le projet «Gestion intégrée des écosystèmes dans les régions transfrontalières entre le Niger et le Nigeria»** est conjointement financé et mis en œuvre par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), les gouvernements du Niger et du Nigeria pour une durée de huit ans (2006-2013) sous la coordination régionale de la Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération basée à Niamey

L'objectif de développement du projet est « d'asseoir les conditions de durabilité de la gestion intégrée des écosystèmes naturels pour l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la préservation des écosystèmes d'importance mondiale dans les bassins versants transfrontaliers entre le Niger et le Nigeria.

Après une première phase de renforcement du cadre juridique et institutionnel de collaboration et d'expérimentation, le projet vise à mettre en œuvre des stratégies collectives de gestion des ressources naturelles partagées en vue d'améliorer le fonctionnement des écosystèmes et des systèmes de production en milieu rural.

Le projet est conçu pour éliminer les menaces sur les écosystèmes naturels réhabilités et assurer l'utilisation durable de la diversité biologique, les intérêts locaux, nationaux et mondiaux. Plus spécifiquement, il intervient pour restaurer le capital productif des ressources naturelles dans les zones transfrontalières

Le projet intervient dans quatre (4) bassins fluviaux partagés à savoir le bassin de la Komadougou-Yobé (Etats du Borno et de Yobé au Nigeria et région de Diffa au Niger), le Bassin de Tagwaï-El Fadama ( Etats de Jigawa et de Katsina au Nigeria et les Régions de Zinder et de Maradi au Niger), le Bassin Gada-Goulbi de Maradi (Etat de Katsina au Nigeria et région de Maradi au Niger) la Maggia-Lamido (Etat de Sokoto au Nigeria et la Région de Tahoua au Niger).

- **Le projet de Lutte Contre l'Ensamblage du fleuve Niger (PLCE).** : Face aux conséquences de l'ensablement du fleuve Niger sur les activités agricoles (cultures pluviales et maraîchères), la pêche et les écosystèmes de la vallée du fleuve, le gouvernement du Niger et ses partenaires, notamment l'ABN, le FAD et l'UEMOA, ont mis en place le programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du Niger ; Ce programme bénéficiant d'un financement de 6 148 973 360 fca (environ 9.374.000 €) a couvert la période 2005-2010 au bénéfice d'une population d'environ 70 000 personnes.



L'objectif du PLCE est essentiellement d'améliorer les revenus et les conditions de vie des populations à travers la sauvegarde des terres riches de la vallée du fleuve.

Les activités du projet ont concerné la rive droite du fleuve dans les régions de Tillabéry et Niamey plus précisément la commune V de Niamey, celles de Bittinkodji et Namaro. Les principaux domaines d'intervention du PLCE concernent la restauration et la protection des terres dégradées, la fixation des dunes risquant d'ensabler le fleuve et le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des acteurs locaux sur la base d'une approche participative.

**Au Sénégal** le projet INFOCLIM, support de l'étude de cas, est mis en œuvre par le CSE (Centre de suivi écologique) avec l'appui du programme ACCA et en partenariat avec quatre collectivités locales de la région de Thiès (les Communautés rurales de : Fandène, Taiba Ndiaye, NottoBiobass et la Commune de Thiès) ; Il vise à mettre à la disposition des acteurs locaux des informations climatiques de qualité et utiles aux prises de décision face aux perturbations environnementales.

L'objectif du projet INFOCLIM est de réaliser une plateforme participative d'informations et de connaissances en vue de faciliter le mainstreaming de l'information scientifique et des connaissances traditionnelles dans les stratégies locales d'adaptation au changement climatique et dans les politiques de réduction de la vulnérabilité au Sénégal.

Par cette plateforme d'informations et de connaissances, le projet devient un observatoire, répondant aux besoins de prise de décision concernant les conséquences des changements climatiques sur les activités des acteurs locaux et dans la conception des plans de développement locaux. A cet observatoire s'ajoutent des foras et de la formation destinés à sensibiliser et à renforcer les capacités des populations locales.

**Au Kenya** l'étude de cas est mise en œuvre à travers AfricaAdapt, un programme soutenu par le programme ACCA, coordonné par ENDA-Energy et dont les activités de suivi-évaluation, sont réalisées par ICPAC, le centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD. Cette dernière est une institution spécialisée pour aider les sept (7) pays membre de l'IGAD à réduire les risques climatiques dans la sous région (Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda) et d'autres pays non membres de l'IGAD tels que la Tanzanie, le Burundi et le Rwanda.

L'objectif de AfricaAdapt est de contribuer à une meilleure gestion de l'environnement y compris la gestion du changement climatique pour un développement durable de la région ; Pour atteindre cet objectif, ICPAC développe des systèmes d'information, de suivi-évaluation et d'alerte précoce des pays membre du réseau.

Les pays partenaires de AfricaAdapt sont impliqués dans l'expérimentation d'outils destinés aux communautés de base pour leur permettre de gérer les risques liés au changement climatique et de s'y adapter. Le travail interactif entre les scientifiques et les populations locales (agriculteurs et usagers des ressources naturelles) améliore la vulgarisation et l'application des informations climatiques et facilite les prises de décisions.

## II.4- Le suivi-évaluation dans les projets porteurs

Le principe de disposer d'un système de suivi-évaluation ou de simples indicateurs pour suivre les activités, existe dans tous les projets porteurs des études de cas depuis leur mise en place ; Le plus souvent les partenaires financiers des projets y ont joué un rôle majeur en initiant la réflexion sur un embryon de suivi-évaluation pour que les projets puissent au moins rendre compte de leurs résultats aux différents partenaires.

Tous les projets porteurs disposent soit d'un expert chargé du suivi-évaluation ou encore le sujet est traité par les techniciens non spécialisés des différentes composantes du projet. Aucun des projets n'a pu mettre en place une véritable unité spécialisée dans la collecte et l'analyse de donnée.

Cependant trois projets font des efforts de collecte et d'analyse de données, la préoccupation étant de produire des résultats et atteindre leurs objectifs ; ce sont (i) l'UICN/PAGEV qui dispose d'une base de données et de connaissance pour modéliser la disponibilité et les besoins en eau pour établir des projections et donner des informations pour les prises de décisions. (ii) InfoClim du Sénégal dispose également d'un observatoire et d'une plateforme d'information et de connaissance. (iii) ICPAC a aussi fait de la collecte d'informations, mais, limitée aux changements induits par ses activités. Une grande disparité de concept de suivi-évaluation, d'objectifs et de contenus se fait sentir d'un pays à un autre :

### **Burkina Faso :**

L'UICN/PAGEV a mis en place un système de suivi-évaluation basé sur le modèle de cadre logique avec des résultats précis à atteindre par le projet. Les activités du projet sont planifiées et exécutées pour permettre l'atteinte de ces résultats à travers le suivi d'indicateurs.

Le résultat attendu relatif à la constitution d'une base de connaissances d'aide à la décision est en soit un système de suivi-évaluation. Il s'agit de produire des connaissances et des informations utiles pour les prises de décision en vue d'améliorer la planification des activités futures du projet, de contrôler les interventions et de faire des études d'impact de certains ouvrages.

Les résultats servent d'outils d'aide aux consultations et aux négociations sur les questions transfrontalières entre le Burkina et le Ghana. La disponibilité et la demande actuelle et future en eau sont suivies et analysées à l'échelle du bassin de la volta. Des données de base sont collectées et analysées sur les sources d'eau, la pluviométrie, le débit du fleuve en vue d'engager des audits réguliers à partir de stations hydrométriques et météorologiques. Les données sont analysées à partir de modèles mathématiques d'écoulement (SMAP) et par régression linéaire.

### **Mali :**

Le PADESO dispose d'un système de suivi évaluation qui vise à assurer une bonne visibilité de la mise en œuvre du projet et à favoriser l'atteinte des objectifs. Ce suivi-évaluation comprend deux niveaux de mise en œuvre :

***Le suivi évaluation interne*** : qui s'assimile au suivi quotidien des actions et à une auto évaluation des résultats par l'équipe du programme.

**Le suivi évaluation externe** : qui est mené par les institutions et personnes externes au programme principalement le DNPIA, MEP, bailleurs de fonds, consultants et bureaux d'études). Il est prévu également de faire des évaluations à mi-parcours et une évaluation finale.

#### **Niger :**

Le PGIE et le PLCE, disposent chacun d'un expert en suivi-évaluation chargé de la planification des activités du projet au niveau national, sub-national et local. Le schéma de suivi-évaluation proposé est celui du cadre logique mais n'est pas encore opérationnel. En fait les deux projets sont à leur première phase dans laquelle l'accent est mis sur le renforcement institutionnel et la mise en place des mécanismes de coordination, entre les deux pays (Niger et Nigeria) pour le PGIE.

Par ailleurs les projets pourraient avoir des difficultés à utiliser le modèle de cadre logique du fait des insuffisances de données nécessaires à l'établissement des situations de référence par rapport à certains résultats attendus. Au cours de la deuxième phase, plus opérationnelle des projets, le suivi-évaluation sera orienté comme le souhaite la planification nationale, vers la gestion axée sur les résultats. Les systèmes de suivi-évaluation s'appuieront sur les plans de développement communautaires (PDC) des communes et villages et seront exécutés avec le soutien des chefs d'équipes basés sur le terrain et des animateurs.

#### **Sénégal :**

Le projet Infoclim dispose d'un plan de suivi-évaluation, élaboré pour mesurer régulièrement la mise en œuvre du projet. Ce plan prévoit une évaluation interne de l'état d'avancement des activités à travers des ateliers d'auto-évaluation, destiné également à former l'équipe et les partenaires du projet. Le système permet de faire des évaluations à mi-parcours et finale en prenant en compte des indicateurs qui renseignent sur les progrès enregistrés par le projet et l'atteinte des résultats et des objectifs initialement fixés du projet.

Les évaluations du projet sous forme d'ateliers permettent à l'équipe du projet de passer en revue les succès et les échecs enregistrés au cours de la mise en œuvre des activités du projet. Elles permettent également aux partenaires limitrophes de mesurer leurs propres progrès vers les changements attendus notamment vis-à-vis de la réduction de la vulnérabilité et de l'adaptation au changement climatique.

#### **ICPAC :**

Le réseau AfricaAdapt coordonné par ICPAC a développé un système hybride de suivi-évaluation qui combine l'approche "cartographie des incidences" et l'approche classique du cadre logique. Ce système hybride est choisi et mis en œuvre pour répondre aux besoins en suivi-évaluation de tous les partenaires du réseau et semble performant pour identifier et inventorier les changements intervenus en termes de comportement des acteurs de terrain et des résultats au niveau des activités d'AfricaAdapt.

Le choix du système hybride semble lié aux exigences techniques de la combinaison d'informations scientifiques et de connaissances traditionnelles mais aussi aux besoins de sensibilisation de divers partenaires, scientifiques et non scientifiques. AfricaAdapt a besoin de mesurer l'impact de ses efforts de diffusion de l'information pour les prises de décision.

## II.5-Méthodologie de mise en œuvre des études de cas

La mise œuvre de ce projet régional de suivi-évaluation s'est effectuée avec une procédure logique de transfert de connaissance. En effet, les partenaires régionaux de ce projet sont convenus en amont de la mise en œuvre des études à la réalisation d'un atelier de pré test. Au cours de cet atelier, la communauté des experts africains impliqués ont testé les outils de la trousse et amélioré le manuel de formation dans sa version 2 (cf. rapport de l'atelier de pré-test de Tencodogo au Burkina Faso). Ce dernier a servi pour la formation des cadres et acteurs concernés qui ont à leur tour transmis les acquis de cette formation aux agents et services techniques. Ces derniers ont conduit les activités de terrain lors de la mise en œuvre des études de cas en particulier lors de l'application des outils.



**Photo1 : Atelier de pré-test des outils à Tencodogo (Burkina Faso)**

Les études de cas ont constitué pour les différents partenaires du projet un temps fort et une expérience unique de renforcement de la coopération en matière de Recherche-Développement. L'opportunité leur est donnée de tester les mêmes outils selon des voies différentes. Cependant, le processus de mise en œuvre des études de cas a été conduit selon huit grandes étapes nuancées suivant les pays par des contenus adaptés au thème ou à la problématique abordée par le projet porteur. Ces étapes sont:

### **a. Le choix de l'approche de base :**

Pour bâtir sur l'existant et tenir compte des expériences passées, les équipes en charge des études de cas ont procédé à l'analyse et à l'évaluation des systèmes de suivi-évaluation des organisations nationales et sous régionales travaillant dans la zone et le pays de mise en œuvre des études de cas ;

### **b. Le renforcement des capacités des acteurs :**

Le renforcement des capacités des institutions nationales a concerné deux principaux aspects à savoir la formation des ressources humaines, la dotation des équipes nationales en équipements informatiques et de navigation appropriés (ordinateur, GPS, imprimante ...).



**Photo 2 : Atelier de formation des experts nationaux à Niamey (Niger)**

**c. L'implication des communautés de base et leur motivation :** Les activités de terrain, auprès des communautés de bases ont été marquées par des discussions interactives et participatives avec des groupes socioprofessionnels constitués de groupes de paysans hommes et femmes, d'usagers des différentes ressources naturelles:

- Au cours des ateliers organisés au niveau des villages, les équipes des projets et les représentants des villages conviennent de la manière dont les sessions doivent être conduites ; en général ce sont des focus groupe ou en plénière.
- Le principal critère de formation des groupes de discussion a été initialement le genre pour mieux percevoir la compréhension que chaque groupe a du changement climatique. Chemin faisant, dans certains pays comme le Burkina Faso, les différentes communautés n'ont pas vu la nécessité de faire la distinction des groupes selon le genre. En effet, les femmes se sentaient à l'aise de discuter en plénière. Cependant les équipes de suivi-évaluation veillent sur la participation des femmes au cours de l'application des outils. Quelquefois les femmes dirigent des débats mixtes. Le groupe mixte homme-femme a permis d'économiser le temps nécessaire à l'application des outils ; la conduite des discussions par groupe aurait conduit inévitablement à des plénières de mise en commun.
- Au cours des études de cas la motivation et l'engagement des populations locales a été suscité par les facilitateurs et modérateurs des discussions qui maîtrisent les langues locales et qui traduisent parfaitement les concepts.

**Encadré 2 : Prise en compte de l'aspect genre dans les activités de PAGEV (Burkina Faso)**

Selon les coutumes dans certaines communautés, les femmes jouaient un rôle très infime dans la prise de décision au sein des ménages ; leur participation dans les affaires publiques était également très faible au sein des communautés. La plupart des comités des villages seraient constitués d'hommes qui prendraient les décisions concernant l'avenir des communautés alors que les opinions des femmes ne sont pas souvent exprimées. PAGEV a fourni des efforts conscients afin d'encourager les comités des villages pour la protection des berges de vaincre les stéréotypes du genre en incluant au moins une femme dans les cinq membres formant le comité de chaque village. La plupart des comités de protection des berges comptent maintenant en leur sein deux ou trois femmes. En plus, lors des rencontres de planification dans les villages, les femmes ont formé leur groupe de travail dans lesquels elles peuvent librement s'exprimer. Par exemple, ce sont les femmes qui ont décidé d'inclure les arbres à croissance rapide (acacias) dans les espèces à planter pour la protection des berges parce que ces arbres fourniront très rapidement du bois de chauffe pour leurs besoins. Les puits à large diamètre fournis aux communautés ont permis de réduire la distance à parcourir et le temps mis par les femmes pour la collecte de l'eau.

**d. L'implication des différents acteurs :**

Il est important de noter que les acteurs initialement associés à la mise en œuvre du projet sont les mêmes qui ont pris en charge la mise en œuvre de l'étude de cas. La participation des mêmes acteurs permet des échanges d'information sur le projet et permet d'apprendre d'avantage du processus du projet et d'améliorer les connaissances du terrain et du changement climatique.

L'équipe de mise en œuvre du projet est motivée à participer à l'étude de cas en découvrant des moyens innovants pour faire le lien entre les connaissances locales et scientifiques sur un sujet nouveau comme le changement climatique.

## II.6 Mise en œuvre / Déroulement des activités

Les activités proprement dites de mise en œuvre des études de cas autour du test des outils d'identification et de renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique ont débuté dans les institutions nationales. Pour y arriver, des experts de ces institutions ont préalablement bénéficié d'un atelier régional de formation au centre AGRHYMET de Niamey en novembre 2010.

L'ensemble des activités prévues par les équipes nationales est consigné dans un chronogramme discuté et planifié en marge de la formation de Niamey sous la coordination de l'OSS. Ces activités varient selon le contexte et les objectifs spécifiques des projets et des programmes porteurs de ces études. Etant donné la diversité des domaines d'intervention, il a été laissé libre cours à chaque institution d'organiser l'application des outils selon les circonstances et les réalités du terrain.

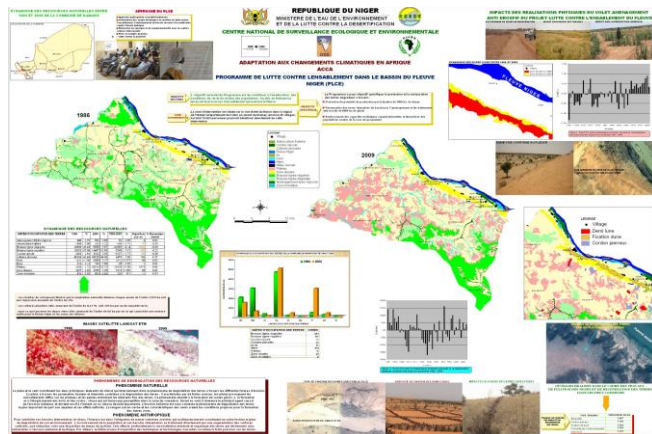
### II.6.1-Activités préparatoires

A l'instar des projets de développement, le projet MECCA-Africa a démarré avec une phase préparatoire qui a permis aux institutions nationales de faire le point et de mettre en place les bases de la mise en œuvre de leur étude de cas. En effet, après avoir reçu la formation requise pour la mise en œuvre des études de cas dans leurs projets porteurs, les équipes nationales ont entrepris en amont, des activités de réflexion avant l'application des outils. Ces activités s'articulent autour des points suivants :

- la restitution des acquis de la formation sur la trousse à outils (y compris de l'information sur les accords cadre du projet MECCA-Africa)
- la recherche documentaire
- l'élaboration d'une situation de référence
- la recherche et la sélection d'informations liées à l'adaptation au changement climatique (ACC) et aux stratégies nationales d'adaptation.

La plupart des institutions ont pu réaliser ces différentes activités et leur situation de référence à partir d'études et de rapports diagnostics des projets porteurs et d'autres projets.

Outre ces documents, certaines équipes nationales ont élaboré des cartes d'occupation des terres pour étayer les situations de référence sur la variabilité climatique et ses impacts sur les ressources naturelles (Figure 3). D'autres institutions ont répertorié et synthétisé les options d'adaptation au changement climatique des projets et programmes par rapport aux



**Figure 2 : Exemple de carte d'occupation des terres réalisé dans le cadre du projet MECCA-Africa (Zone du PLCE – Niger)**

aléas climatiques à l'échelle des communautés. A partir de ces analyses, les équipes ont identifié les informations à recueillir pour le processus du suivi-évaluation.

#### **a *Restitution des acquis de la formation sur la trousse à outils***

L'atelier de formation de Niamey (Niger) qui est venu à la suite de l'atelier de pré test de Tenkodogo (Burkina Faso), a porté principalement sur la formation des experts de tous les pays tests et d'autres pays intéressés. L'atelier a permis aux experts d'améliorer leur connaissance des outils de suivi-évaluation, leurs utilisations sur les sites des projets et d'envisager leur perfectionnement par des relevés d'observations et la prise en compte des insuffisances constatées. Eu égard à l'importance de partager l'information, certaines institutions à l'instar du PADESO ont organisé un atelier de restitution des acquis de cette formation en vue d'imprégner d'autres experts des objectifs de l'étude de cas et du contenu de la boîte à outils.

C'est également l'opportunité d'échanger sur l'élaboration d'un plan de travail et de la manière de motiver les différentes parties prenantes à adhérer à l'étude de cas et à la mise en place d'un système de suivi-évaluation des capacités d'adaptation au changement climatique, par la même occasion de renforcer les capacités nationales et locales sur le sujet.

#### **b *Analyse de cohérence entre les projets porteurs et les stratégies nationales d'adaptation au changement climatique.***

L'information étant le point central de tout processus de suivi-évaluation d'un projet ou d'un programme de développement de mise en place d'un projet ou programme de développement, c'est à juste titre que la recherche de cohérence soit considérée comme un maillon important dans la programmation de l'étude de cas.

La recherche documentaire est une étape importante pour l'élaboration de l'état de référence. Les informations recherchées ont permis de faire le point sur les effets néfastes du changement climatique et les différentes stratégies développées pour y faire face et cela aux différents niveaux régional, national et local.

Au cours de cette recherche d'informations, les équipes nationales ont impliqué plusieurs groupes d'acteurs notamment les structures techniques, les ONG intervenant sur le site des études de cas, les communautés locales et les agents des projets porteurs. Cette phase de l'étude a été fortement appréciée par l'ensemble des études de cas.

#### **c *Identification des domaines d'intérêt des études de cas dans les projets porteurs***

Une bonne mise en œuvre des études de cas impose la sélection des informations relatives au changement climatique et à l'adaptation conformément aux objectifs fixés par le projet MECCA-Africa. Ainsi, en tenant compte des objectifs des études de cas, l'identification des domaines de collecte d'informations a porté sur plusieurs aspects (les aléas climatiques, la vulnérabilité des populations locales et les mesures d'adaptation). Ces domaines ont été essentiels et utiles pour faire l'état de lieu de la situation et pour l'application des outils dans chaque pays et sur les sites d'intervention des projets porteurs. Ces aspects concernent:

- Les moyens d'existence des communautés ;
- Les aléas auxquels font face les communautés et leurs impacts sur leurs moyens d'existence ;

- Les stratégies et alternatives développées par les communautés pour faire face aux aléas relevés ;
- Les différentes parties prenantes susceptibles d'appuyer ou de faire obstacle à l'adaptation des communautés de la zone d'étude.

Dans le cas d'ICPAC qui travaille sur les informations issues du réseau Africa-Adapt, l'accent a été mis sur l'analyse de l'applicabilité des outils du manuel sur l'impact des activités du réseau.

Compte tenu de l'importance de la thématique « changement climatique » abordée pour améliorer les conditions de vie des communautés, ces dernières doivent être associées davantage à l'identification et à l'analyse des problèmes relatifs au changement climatique, et à la planification des actions visant à les mettre à l'abri de ces problèmes. Aussi l'approche a été participative et synergique, pour répondre aux besoins réels et prioritaires des études de cas.

#### **d Sensibilisation des acteurs et identification des sites**

Les sites d'intervention identifiés par les institutions correspondent à ceux des projets qu'ils pilotent et/ou qu'ils appuient. Etant donné que les institutions retenues œuvrent dans le développement rural, et que les études de cas visent à mesurer les options d'adaptation des communautés locales et les impacts des projets/programmes dans les zones ciblées, les partenaires régionaux se sont accordés pour conformer les objectifs de la présente étude à ceux des institutions nationales. Ceci a facilité l'intégration et l'harmonisation des méthodes du SE des capacités d'ACC au sein des projets et programmes nationaux. Autrement dit, l'application des outils de suivi-évaluation des capacités d'ACC doit couvrir une large gamme de problématiques développement rural pour être appropriée par les projets.

Les projets et les zones d'intervention identifiées pour la mise en œuvre des études de cas sont récapitulés dans le tableau 1.

**Tableau 1 : Les zones d'intervention du projet identifiées par les institutions nationales.**

<b>Organisation/Institution</b>	<b>Pays</b>	<b>Projet</b>	<b>Localité/Site identifié</b>
<b>PADESO</b>	Mali	PADESO	Tanganagaba commune de Dilly Fogoty commune de Dilly
<b>CNSEE</b>	Niger	PGIE PLCE	Département de Birni N'Konni Région de Zinder Communauté urbaine de Niamey
<b>CSE</b>	Sénégal	InfoClim(partenariat avec FONGs et Green)	Thiès
<b>UICN</b>	Burkina Faso et Ghana	PAGEV	Beka in the BittouMogr-Noore dans le Bittou
<b>ICPAC</b>	Kenya Ethiopie et Ouganda	AfricaAdapt	Réseau AfricaAdapt



## **II.6.2- Mise en place des équipes nationales chargées des études de cas**

L'équipe restreinte d'experts constituée au niveau du projet porteur pour l'étude de cas est en générale pluridisciplinaire. Elle s'est élargie pour les activités de terrain. L'identification des partenaires susceptibles de participer à l'étude est généralement effectuée avec l'appui des services techniques et des autorités administratives et communales. La composition de l'équipe élargie varie en fonction du domaine d'intervention du projet. Elle se compose dans la plupart des études de cas de représentants des structures techniques et des organisations de la société civile intervenant dans le domaine du développement rural, dans les zones identifiées. Le tableau suivant récapitule la composition de chaque équipe en fonction du domaine d'intervention du projet porteur.

**Tableau 2 : Composition des équipes chargées de mettre en œuvre les activités du projet**

<b><i>Institution nationale</i></b>	<b><i>Composition de l'équipe</i></b>	<b><i>Domaine d'intervention</i></b>
PADESO	Représentants des structures techniques Privées (ONG) Autorités administratifs et communales Structures ressources (AEDD)	Agriculture, Eaux et forêts et élevage dans la zone pastorale de Dilly
CNSEE	Représentant des structures techniques de la DGEEF, Responsables des projets impliqués	Services des eaux et forêts,
CSE	Représentants des services techniques, Organisations communautaires : Conseil Régional de Thiès, Comités Locaux Changements Climatiques, Chercheurs, ONG	Vulgarisation de l'information, Renforcement des stratégies d'adaptation aux CC
PAGEV	Deux internes, partenaires techniques, les communautés locales (13 personnes), 2 co-auteurs du manuel de formation et guide pratique et un consultant (pour évaluer ces outils)	Gestion des défis des ressources en eau dans le bassin du volta, Amélioration de la gouvernance et la restauration des écosystèmes
ICPAC	Agents de ICPAC, consultants recrutés	Réseau de partage des connaissances AfricaAdapt

Dans le cas du PAGEV, l'on peut noter la participation de deux co-auteurs du manuel de formation et du guide pratique de la trousse à outils dans le suivi de l'application des outils proposés au niveau des communautés au Burkina Faso. Cela exprime l'intérêt des missions d'appui et constitue un atout important pour la conduite des activités et permettra à ces derniers de mieux cerner certaines limites des outils.

### **II.6.3- Renforcement des capacités des équipes nationales**

Le renforcement des capacités des équipes des projets porteurs a été une étape cruciale au cours de laquelle les équipes, élargies aux partenaires nationaux et aux stagiaires recrutés, ont reçu une formation à l'utilisation des outils et du matériel de terrain. Le temps d'application des outils a servi également de plage de formation d'autres acteurs aux méthodes et outils

**Encadré 3** : Organisation d'un atelier de restitution au Mali (PADESO),

Pour garantir une efficacité et une pertinence lors de la collecte de l'information, une mise à niveau des participants a été réalisée par la direction du projet. Elle a consisté à organiser un atelier de formation regroupant les différentes parties prenantes (représentants des structures techniques et privées) identifiées au préalable pour participer à l'étude; Au cours de cet atelier, la manière de conduire l'étude a fait l'objet d'échanges constructifs pour une bonne réussite du processus. C'est également un moyen efficace de vulgarisation des acquis de ce projet.

#### **- Formation régionale de Niamey et renforcement des capacités au sein des équipes**

Une bonne intégration du processus de SE requiert des ressources humaines compétentes et qualifiées. En ce sens, un des objectifs du projet MECCA-Africa est de tester des approches pour améliorer les capacités des acteurs susceptibles de conduire les activités de terrain à travers une formation sur les outils de la trousse. Suite à l'atelier de Tenkodogo et celui de la formation de Niamey, toutes les institutions ont formés des cadres internes qui, à leur tour ont partagé les connaissances avec les agents des services techniques nationales ou des ONG qui ont accepté d'administrer les outils et de participer à l'analyse des résultats.

Outre ces formations régionales et nationales, le Burkina Faso et le Sénégal ont recruté des stagiaires qui ont contribué à la mise en œuvre des études de cas en particulier sur le terrain. Ces stagiaires ont également bénéficié de la formation sur les outils de la trousse, rehaussant ainsi le pool des compétences en matières de SE dans les projets.

#### **- Equipement des équipes nationales**

Conformément au MOU et à la répartition des fonds alloués aux études de cas, chaque équipe nationale a été dotée d'équipement de géo localisation (GPS) et d'un ordinateur pour la saisie, le traitement et l'analyse des données et information collectées.

Certaines organisations selon les besoins ont réadapté les fonds pour se doter de matériels complémentaires nécessaires pour la conduite des activités.

En définitive, la mise en place des moyens humains, financiers et matériels a conféré à l'étude une envergure et une visibilité sur plusieurs plans :

- Reconnaissance du choix judicieux du thème de l'étude par les différentes parties prenantes eu égard aux caractéristiques climatiques dans les sites retenus pour l'étude de cas.
- Formation et information des équipes chargées de conduire l'étude au niveau national et local
- La maîtrise des procédures et des outils a été acquise par la plupart des acteurs impliqués.

Toutefois, au regard de la diversité des domaines d'intervention et des objectifs des projets porteurs qui abritent la mise en œuvre, certaines spécificités n'existant pas dans les documents de mise en œuvre (comme le brainstorming, l'élaboration d'un lexique...) ont été prises en compte dans la planification et de l'organisation des activités selon le besoin.

#### ***II.6.4-Planification et organisation des activités de terrain***

Cette phase détermine les différentes actions à mener avant les déplacements sur le terrain. En effet, en se référant au chronogramme des activités et en s'appuyant sur les rencontres et différents échanges effectués entre l'OSS organe coordinateur des études de cas et les institutions nationales, au cours de cette phase à lieu un travail de préparation et de programmation qui conditionne la bonne réussite des activités sur le terrain. La plupart des institutions ont préparé et doté leurs équipes de matériel et d'outils appropriés pour la collecte des données et d'information sur le terrain.

##### *- Réunion interne*

Des réunions internes sont organisées entre les structures compétentes et partenaires nationaux impliqués dans l'étude de cas. Ces réunions ont été des espaces d'échange et de discussion sur les approches et les mesures à prendre pour aborder les communautés locales ; Il s'agit d'inciter le maximum d'acteurs à participer au processus. C'était également l'occasion choisie pour réfléchir sur l'identification des localités (villages) et des partenaires limitrophes à mobiliser pour contribuer aux activités de terrain.

##### *- Sensibilisation et établissement du calendrier de travail*

Cette phase de l'étude de cas se caractérise par l'élaboration du calendrier de travail qui a impliqué, dans la plupart des cas, les agents des services techniques concernés et les communautés ciblées. Ces acteurs ont d'abord été informés des objectifs de l'étude et de son importance pour la zone. Ensuite, les dates de passage de l'équipe sur le terrain ont été négociées afin de tenir compte de leur disponibilité. A ce stade les leaders (chefs de village, chefs de terres, chefs religieux et maires) ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation des populations locales.

Pour faciliter la prise de contact, plusieurs approches ont été étudiées et utilisées par les équipes sur le terrain.

La planification conjointe des activités du projet porteur et celle de l'étude de cas : pour réussir leurs activités les agents ont usé des relations tissées avec les populations depuis l'installation du projet pour les sensibiliser sur les particularités des études de cas. Il a été donné d'exploiter les relations de cousinage à plaisanterie qui existent dans plusieurs pays africains pour mettre les participants en confiance pour favoriser la libération de la parole lors des *focus group*.

D'autre part, comme souhaité par les différentes organisations régionales (AGRHYMET, UICN, OSS, UNECA), chaque pays a été invité à traduire en au moins deux langues nationales le lexique des termes techniques environnementaux mis à sa disposition par l'OSS avec l'appui d'AGRHYMET et l'UICN.

**Tableau 3 : Les différentes langues locales de traduction du lexique**

<b>Institutions nationales</b>	<b>Pays</b>	<b>Langue locale de traduction</b>
<b>CSE</b>	Sénégal	Wolof
<b>CNSEE</b>	Niger	Haoussa et Djerma
<b>UICN/PGEV</b>	Burkina Faso et Ghana	-
<b>PADESO</b>	Mali	Fulfulde et Bamanakan
<b>ICPAC</b>	Kenya	-

Au niveau de l'ICPAC, les activités planifiées se sont limitées à l'analyse des outils de la trousse et à l'utilisation à un seul outil identifié comme le plus approprié à leur domaine d'activités. Il s'agit de l'outil relatif à la collecte des récits sur les changements les plus significatifs (outil 9).

Une équipe d'experts de ICPAC, complétée *par* des chercheurs nationaux, a été chargée de conduire les activités de collecte d'information dans trois pays membres du réseau AfricaAdapt (Ethiopie, Ouganda et Kenya).

Dans la majorité des cas les équipes en charge des activités de terrain ont fait preuve de beaucoup d'engagement et de tact en plus de leur familiarité avec les populations. Leur approche de proximité a contribué dans la majorité des cas à motiver les communautés villageoises à s'intéresser et à se prêter à l'exercice de l'application des outils.

### **II.6.5- Utilisation des outils de la trousse**

Les études de cas ont été conduites dans un contexte de Recherche-développement et d'approche participative qui exige que l'ensemble des outils de la trousse soit administré par chaque institution en vue de tirer des leçons qui serviront à améliorer et valider la boîte à outils du SE des capacités d'adaptation. L'étude consiste à tester et tirer des enseignements/leçons quand à leur application. Pour ce faire, les institutions en charge des études de cas ont convenu d'administrer l'ensemble des outils de la trousse en vue déterminer les limites et les insuffisances de l'application des outils qui ont servi à améliorer le manuel de formation et son guide pratique d'application. Tels que décrits dans le manuel de formation, les outils de la trousse peuvent être regroupés en trois grandes catégories :

- La Catégorie 1 concerne les outils qui permettent de mieux identifier, diagnostiquer et analyser les ressources, les aléas et les actions planifiée (comprendre le contexte, identifier et prioriser les problèmes ou les secteurs d'intervention, identifier les aspirations identifier les objectifs, identifier les acteurs à impliquer) ;

- La Catégorie 2 regroupe les outils qui permettent de planifier le suivi-évaluation (théoriser les étapes du changement, définir les indicateurs ou marqueurs de progrès gradués à mesurer, définir les rôles et les responsabilités) ;
- La Catégorie 3 comprend les outils qui permettent de collecter les données.

L'utilisation de ces différents outils par les pays a permis, outre le renforcement des capacités des institutions, la production de résultats probants utiles à l'amélioration et à la validation du manuel de formation.

### **1. Les outils d'identification et d'analyse**

L'analyse du contexte (ressources et aléas) et l'identification des capacités d'adaptation au changement climatique constituent les premières étapes nécessaires à la planification du suivi-évaluation. Il existe plusieurs méthodes, outils et approches développés et/ou en cours de développement par les acteurs concernés par l'adaptation aux effets du changement climatique. Ces outils largement éprouvés visent à faciliter la prise en compte du changement climatique dans les projets et/ou programmes de développement. Les compétences requises pour l'utilisation de ces outils sont : (i) la capacité d'analyse et de synthèse. et (ii) la planification et la réalisation participative des activités.

Par ailleurs, cette étape est déterminante pour la suite des activités de suivi évaluation. En effet, le mode d'agencement des outils dans le manuel proposé par AGRHYMET et l'UICN suit une approche/logique d'interdépendance. Les résultats obtenus de l'application d'un outil donné servent d'input pour l'outil qui le suit dans le manuel à l'exception de la VAP qui s'avère utile à tous les niveaux de l'application des outils de la trousse.

**Outil 1 - Analyse de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation au changement climatique (AVCA) :** cette analyse comporte trois étapes : La cartographie des ressources et des aléas, La matrice de vulnérabilité et les stratégies d'adaptation relatives aux différents aléas

#### **a. La cartographie des ressources et des aléas;**

Elle a été réalisée par toutes les différentes communautés villageoises concernées par cette étude. Les équipes en charge des études de cas ont accompagné ces communautés à établir la carte de leurs terroirs respectifs et des aléas. Ces derniers diffèrent selon les régions et les climats.

Pour les équipes ayant opté pour le *focus group* dans le cadre des entretiens, il n'y pas de différence significative entre les cartes établies par les hommes et celles établies par les femmes ; cela démontre la fidélité de la représentation des ressources par les



**Photo 3 : Approche participative -Application de l'outil 1 à Fogody (Mali)**

communautés.

La cartographie des ressources a permis de mettre en évidence les ressources naturelles, physiques, financières, humaines et sociales au niveau des différentes zones des études de cas. Il en est de même pour les principaux moyens d'existences des communautés. Dans la plupart des cas, les moyens d'existences répertoriés concernent les champs, le bétail, les forages, les puits et les mares.

Cet outil est très efficace pour évaluer de manière participative les ressources dont dispose la communauté et les aléas qui les affectent et également pour leur localisation géographique. C'est aussi un outil qui facilite l'introduction de la matrice de vulnérabilité. Toutefois, comme mentionné plus haut, son application exige de l'équipe de terrain une certaine connaissance en matière d'approche participative et de cartographie pour guider les populations et leur éviter de surcharger la carte qui reste schématique. Un exemple de carte des ressources et des aléas est présenté dans la figure 2.



**Figure 3 : Carte des ressources et des aléas réalisée par la communauté De Keur Demba Ngoye (Sénégal)**

Le CSE (Sénégal) qui a mieux cerné les contours de cet outil a proposé de procéder d'abord à un brainstorming pour dresser la liste des ressources. Cela a permis de mettre les populations dans le bain de la discussion et aux animateurs d'établir une liste de ressources aussi exhaustive que possible. Ces recommandations ont d'ailleurs été prises en compte dans le guide d'utilisation lors de l'atelier de validation du manuel à Bamako.

**b. La matrice de vulnérabilité :**

Faisant suite à l'identification des ressources nécessaires à la survie des populations, cet outil permet de signaler celles qui sont fortement affectées par les aléas climatiques.

Il ressort de l'application de ces outils, à partir des débats avec les communautés villageoises, que les aléas tel que la sécheresse et la variabilité intra-saisonnière influencent fortement les ressources naturelles végétales, animales et les ressources en eau (nappes, points d'eau, forages). Ils occasionnent l'avènement de certains effets néfastes à l'environnement comme les maladies, la baisse des nappes, les feux de brousses etc. Ce qui a une conséquence directe sur les ressources financières et sociales perceptible par l'ensemble des populations enquêtées.

Les résultats ont montré que la variabilité intra saisonnière affecte également les ressources physiques de manière directe ou indirecte.

En apparence cet outil et son application ne posent aucun problème, au vu des activités des institutions. L'annexe 1 présente un exemple de la matrice de vulnérabilité du village de Togody au Mali.

<b>Encadré 4 : Outil1</b>			
A. exemple de matrice de vulnérabilité (communautés de Tanganagaba au Mali)			
Aléas Ressources	Sécheresse	Déficit pluviométrique	Inondations
<u>Ressources naturelles</u>			
RN1 : champs	5	4	4
RN2 : Bétail	4	3	3
RN3 : Mares	4	3	4
<u>Ressources physiques</u>			
RP1 : puits	4	3	3
RP2 : outils agricoles	0	0	0
RP3 : routes	0	0	3
<u>ressources financières</u>			
RF1 : marché	3	3	0
RF2 : petit élevage	3	2	0
RF3 : épargne locale	4	3	0
<u>Ressources humaines</u>			
RH1 : compétences. agriculture	0	0	0
RH2 : compétences soins de santé	0	0	0
RH3 : compétences environnement	0	0	0
<u>Ressources sociales</u>			
RS1 : Organisations communautaires. locales	3	3	0
RS2 : Institutions gouvernementales	2	2	0
RS3 : ONG et Projets	2	2	0

B. Exemple de tableau d'analyse des composantes du risque à Fogoty (Mali)			
Aléas	Conséquences observées	Exposition	Sensibilité
<b>Sécheresse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pas de récolte;</li> <li>▪ Mortalité du cheptel ;</li> <li>▪ Pas d'eau dans les mares.</li> </ul>	100% pop. 90% pop. 100% pop.	60% des 100% (60%) 60% des 90% (54%) 90% des 100% (90%)
<b>Déficit pluviométrique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Baisse production agricole ;</li> <li>▪ Insuffisance pâturages ;</li> <li>▪ Faible niveau de remplissage mares</li> </ul>	70% pop. 60% pop. 100% pop.	30% des 70% (21%) 20% des 60% (12%) 30% des 100% (30%)
<b>Vents chauds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dessèchement des cultures ;</li> <li>▪ Amaigrissement bétail ;</li> <li>▪ Ensablement des mares.</li> </ul>	80% pop. 100% pop. 100% pop.	40% des 80% (50%) 50% des 100% (50%) 20% des 100% (20%)

Les impacts des aléas se font sentir surtout sur les activités agricoles, le cheptel, les pâturages, et les points d'eau.

### **c. Stratégies d'adaptation aux différents aléas :**

Face aux principaux aléas qui affectent les différentes ressources identifiées, les équipes nationales ont répertorié et rapportés plusieurs stratégies traditionnelles adoptées par les communautés locales pour y faire face.

Mais ces stratégies bien qu'efficaces ne sont pas durables d'où le recours à des stratégies alternatives qui, souvent se heurtent aux problèmes de mains d'œuvre lié à l'exode rural et aux problèmes de financement. De même, L'identification des stratégies d'adaptation a relevé que les communautés seules ne sont pas à mesure d'assurer par leurs propres moyens de la mise en œuvre de ces stratégies alternatives.

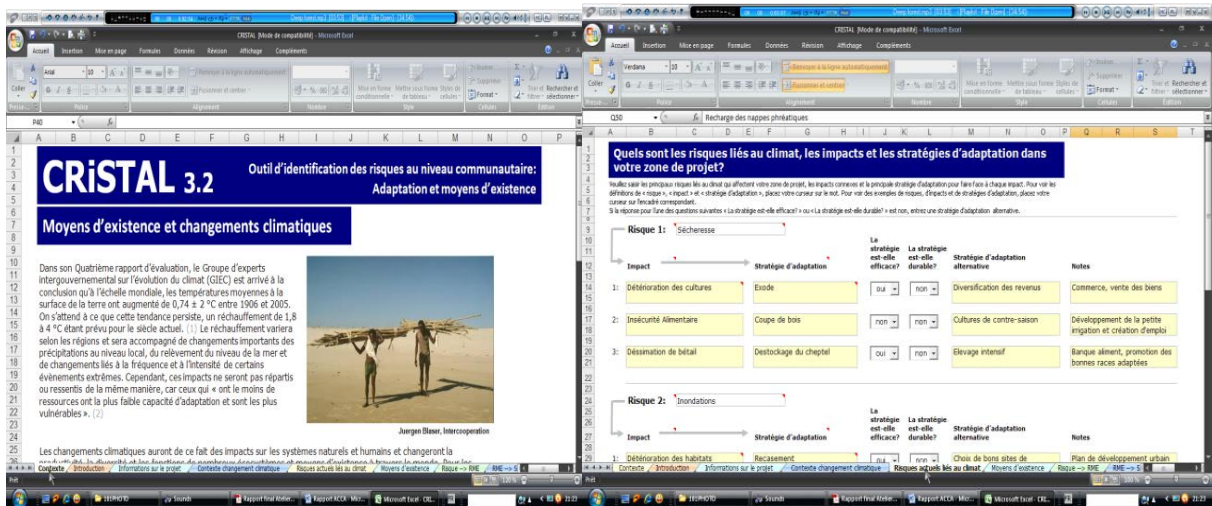
*Il ressort des études de cas que l'application de l'outil 1 (AVCA) s'est faite sans difficulté. Elle a permis d'établir la liaison entre les impacts climatiques, les stratégies et les moyens d'existence ; Cet outil permet aux communautés de participer aisément à l'identification et à l'inventaire des changements opérés.*

*Toutefois en raison de la recherche de consensus au sein des communautés sur l'importance à accorder à l'influence de l'aléa sur les ressources, l'administration de l'outil peut être laborieuse. En fait le facilitateur doit accorder un temps suffisant de discussion aux populations. L'utilisation de la matrice sur l'identification de la stratégie actuelle et possible d'adaptation aux différents aléas, est facile sur le terrain.*

**Outils 2 :** Analyse de la vulnérabilité, des ressources et stratégies d'adaptation par CRISTAL

Cet outil « Community-based Risk Screening Tool-Adaptation Livelihood »(CRISTAL) propose l'utilisation des résultats de l'application des outils précédents qui décrivent le contexte de la zone d'intervention du projet en vue d'une analyse approfondies. Avec CRISTAL, les équipes analysent l'importance des ressources pour la mise en œuvre des stratégies d'adaptation et l'impact des activités du projet sur les ressources les plus affectées par les aléas.





**Figure 4: Interface et fenêtre de l'outil d'analyse CRiSTAL**

Les résultats de cette analyse sont probants en ce sens qu'ils révèlent le potentiel en ressources naturelles disponibles et les stratégies à adopter. Selon le domaine on peut citer les bonnes pratiques agricoles (sélection variétale selon le besoin et les circonstances, lutte biologique, lutte zonale, la régénération naturelle assistées, intensification de l'élevage...), la conservation et la réhabilitation des sols. Ce qui dénote de la large gamme des stratégies des communautés enquêtées à lutter contre les effets du CC.

L'application de cet outil a été la plus fastidieuse en raison de l'ambiguïté sur la question « Importance des ressources pour la mise en œuvre des stratégies d'adaptation ? » par les communautés, qui répondaient en donnant l'« importance des stratégies d'adaptation sur la ressource ». Dans ce cas les équipes sont contraintes de recentrer continuellement le débat.

*Cependant l'outil a permis dans la plupart des cas d'atteindre les résultats escomptés moyennant plusieurs explications.*

*CISTAL permet aussi d'analyser l'impact des activités retenues par le projet sur les ressources des moyens d'existence les plus vulnérables.*

*Toutefois l'analyse n'a pas été menée jusqu'au bout pour l'étude de cas du Sénégal car le projet InfoClim est en fin de mise en œuvre. L'équipe pense qu'il serait plus pertinent de l'appliquer à un projet en cours d'exécution et qui se poursuit.*

**Outil 3 : « Analyse participative des facteurs de vulnérabilité liés aux aléas climatiques »**

Cet outil sert à estimer le niveau d'exposition des ressources, des activités et/ou des populations aux aléas et à analyser leur degré de sensibilité. Le travail commence par un rappel des aléas identifiés lors de la cartographie des ressources de même que les impacts cités dans la matrice de vulnérabilité. Il a permis aux communautés locales de participer à la définition de leur avenir à travers leur propre vision.

*Toutefois, son application requiert des explications claires sur des notions et concepts «exposition» et de «sensibilité» pour permettre aux participants de se prêter facilement à l'exercice.*

*L'utilisation de cet outil a permis de pousser l'analyse de l'impact des aléas sur la vulnérabilité des ressources, des populations et des activités socio-économiques. Il permet de mieux planifier les actions de développement. La principale difficulté identifiée est liée à l'assimilation des concepts «exposition et sensibilité» qui font très souvent objet de*

confusion. Il importe de recentrer fréquemment les réponses des communautés en rappelant la nuance entre exposition et sensibilité (cf encadré 5).

**Encadré 5 : Analyse Participative des Composantes du Risque (APCR) (outil 3) ;**

**KeurDembaNgoye (Sénégal)**

Aléas	Conséquences observées	Exposition	Sensibilité
Sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Baisse de la production agricole</li> <li>♦ Baisse de la production de fourrages</li> <li>♦ Mortalité manguiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Sols deck (2/3 des terres de cultures)</li> <li>♦ Propriétaire de bétail (hommes et femmes)</li> <li>♦ Sols deck (2/3 des vergers)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ 80% des champs de cultures (hommes)</li> <li>♦ 60% des propriétaires de bétail (hommes)</li> <li>♦ 80% des vergers (hommes)</li> </ul>
Vents	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Chute de la production des fruits</li> <li>♦ Erosion éolienne</li> <li>♦ Mortalité cheptel</li> <li>♦ Affection pulmonaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Sols dior (1/3 des terres)</li> <li>♦ Sols dior</li> <li>♦ Propriétaire de bétail (hommes et femmes)</li> <li>♦ La communauté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ 60% des champs (hommes)</li> <li>♦ 60% des propriétaires de champs</li> <li>♦ 60% des propriétaires de bétail (hommes)</li> <li>♦ Les enfants</li> </ul>
Parasitisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Destruction des cultures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Champs sur sols dior</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Pastèque, niébé, bissap (champs des hommes majoritaires)</li> </ul>
Mouche des fruits	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Destruction (fruits, mangues)</li> <li>♦ Baisse des revenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Vergers</li> <li>♦ Propriétaires de vergers et vendeurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Maturation des mangues surtout en saison des pluies</li> <li>♦ Maturation des mangues surtout en saison des pluies</li> </ul>
Coupes abusives	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Baisse de la couverture végétale</li> <li>♦ Baisse de la fertilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Champs agricoles des sols dior (1/3 des terres de cultures)</li> <li>♦ Champs sur sols dior</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ Champs des hommes majoritaires</li> <li>♦ Champs des hommes majoritaires</li> </ul>

La version finale de la trousse a d'ailleurs été amendée pour guider le facilitateur dans l'explication de ces nuances. Aussi, un accent plus important a été mis sur l'identification des facteurs qui affectent l'exposition et la sensibilité plutôt que seulement la détermination des pourcentages. L'identification des facteurs peut permettre ensuite d'identifier des indicateurs qui seront suivis dans le temps. La version finale de la trousse inclut aussi, pour cet outil, une description des facteurs contribuant à la capacité de réponse des populations par rapport à l'aléa considéré.

Les outils 1, 2 et 3 de la trousse à outils ont été administrés par l'ensemble des études de cas (excepté ICPAC) dans le cadre de ce projet auprès des communautés de base retenues par les institutions nationales. Ils ont été utiles pour participer les populations à l'analyse des facteurs de risque notamment la sensibilité et l'exposition aux impacts des aléas climatiques. Selon l'impact, bien qu'une proportion des membres de la communauté soit exposée, au même taux, il peut y avoir une variation de la sensibilité. D'où le taux de sensibilité souvent plus bas que celui de l'exposition.

Ces outils 1, 2 et 3 permettent d'accorder une attention particulière au renforcement des capacités d'adaptation des populations sensibles aux impacts tout en maintenant celles qui ne sont pas sensibles en équilibre avec les aléas. Du point de vue des communautés il y a plus de populations exposées et sensibles à la gamme des aléas suivant : sécheresse, inondation, désertification et tempêtes de vent. Ces résultats sont valables pour toutes les études de cas excepté l'équipe de ICPAC qui n'a pas testé ces outils pour les raisons citées plus haut (paragraphe II.6.4)

## **2. L'outil d'articulation et de changement d'échelles**

### **Outil 4 : Vision-Action-Partenariat**

La Vision-Action-Partenariat (VAP) établit la base pour la participation des parties prenantes et met en évidence leurs rôles dans l'accomplissement d'une vision pour la communauté. La discussion de la vision permet de définir des indicateurs d'adaptation au changement climatique d'une manière très compréhensible pour les associés à travers différentes échelles.

Cette approche permet d'associer les partenaires intervenant dans l'agriculture, l'élevage, les services de sylviculture et les ONG locales pour contrôler le progrès des interventions. ; Elle permet aussi d'améliorer la connaissance des communautés et leur orientation au développement et de contrôler la trajectoire de changement vers une capacité renforcée pour l'adaptation au changement climatique. Le travail a été conduit avec succès dans la majorité des études de cas.

Au Burkina Faso, l'application de l'outil 4 sera plus pertinente à la seconde phase du PAGEV lorsque ses activités connaîtront une extension correspondant à un changement d'échelle. Cependant l'outil a été testé pour l'implication de plusieurs catégories d'acteurs aux activités du PAGEV

***Toutes les équipes des études de cas ayant administré l'outil ont reconnu sa pertinence comme instrument facilitant la participation des partenaires de plusieurs niveaux administratifs à la réalisation de la vision d'une communauté.***

## **3. Les outils de suivi et d'évaluation**

Cette étape regroupe essentiellement les outils de suivi et d'évaluation des activités du projet/programme.

### **Outil 5 : Les incidences visées par partenaire**

Il permet de répertorier les visions des différentes parties prenantes pour un objectif commun. Dans l'ensemble des études de cas il a été révélé que :

- Les communautés concernées par ce projet s'attendent à l'implication des partenaires dans l'accompagnement des activités visant à améliorer leurs conditions de vie. Pour se faire ils doivent donner des orientations à leurs actions en mettant l'accent sur l'appui d'éventuelles structures de développement.

- La collectivité locale a un rôle important à jouer dans la vulgarisation de l'information disponible sur les effets du changement climatique et les stratégies d'adaptation. Par cet outil la collectivité peut susciter la prise en compte de ses besoins dans les projets et programmes intervenant dans leurs zones.

- Les producteurs (hommes et femmes) sont invités à participer activement au processus en fournissant le maximum d'informations et en modulant leurs choix et décision de production en fonction des conditions climatiques.

*L'application de cet outil a permis aux différentes parties prenantes d'identifier les changements de comportement nécessaire à la vision que la communauté voudrait réaliser.*

*Bien que cet outil n'ait pas été suffisamment utilisé ni suscité de critiques approfondies, l'exercice a montré qu'il permet de savoir comment atteindre ces changements en définissant des marqueurs de progrès (en encadré 6, un exemple d'application de l'outil dans le cadre de l'étude de cas du projet InfoClim).*

#### **Encadré 6 : Feuille de définition des intentions des incidences visées dans le cas de Infoclim**

**Vision :** « En 2010, un observatoire comportant des unités décentralisées (points infoclim) au niveau de quatre collectivités locales (Taiba Ndiaye, Fandène, Noto-Diobass, commune de Thiès) fonctionne dans la région de Thiès. Grâce à lui, les acteurs/trices collectent, traitent et partagent des informations sur les changements climatiques et leurs incidences sur la production agricole, les ressources naturelles, les conditions socio-économiques, la santé et les relations de genre. Ils/Elles mettent en œuvre des stratégies qui permettent d'anticiper sur les prévisions annoncées par l'observatoire en tenant compte des intérêts différenciés.

Les producteurs/trices, grâce aux conseils de la recherche, utilisent des technologies adaptées et améliorent les pratiques qui leur permettent de faire face aux changements climatiques. Quant aux collectivités locales, de concert avec les autres acteurs locaux au développement, elles exploitent les informations pour l'élaboration et la mise en œuvre des Plans locaux de développement.»

Partenaire limitrophe 1 :  
**Collectivités locales**

Incidence visée 1 : Le projet s'attend à ce que les autorités locales soient conscientes des effets néfastes des changements climatiques et intègrent ces aspects dans leur programme de développement local en valorisant les informations disponibles au niveau de l'observatoire. Elles suscitent la prise en compte des stratégies d'adaptation au changement climatique dans tous les projets et programmes intervenant dans leur localité

Partenaire limitrophe 2 :  
**Producteurs**

Le projet s'attend à ce que les producteurs, hommes et femmes participent de manière active en fournissant le maximum d'informations, en consultant l'observatoire pour moduler leurs choix ou décisions de production en fonction des conditions climatiques et/ou météorologiques prévues. Ils partagent les résultats obtenus suite à l'application de leurs nouvelles connaissances, ce qui permet une mise à jour de la base de données.

### **Outil 6 : Marqueurs de progrès gradués**

Cet outil permet d'établir des repères qui seront ensuite utilisés pour mesurer les progrès réalisés par chaque partenaire limitrophe dans le sens de la réalisation de la vision. On pourra ensuite évaluer l'écart entre les changements réalisés et les changements souhaités et faire le lien avec les activités du projet qui permettent d'avoir les changements souhaités. Un exemple de la feuille de définition des intentions de marqueurs gradués est présenté dans l'encadré 7.

#### **Encadré 7 : Marqueurs de progrès gradués Feuille de définition des intentions de marqueurs de progrès gradués**

**Incidence visée :** Le projet s'attend à ce que les **autorités locales** soient conscientes des effets néfastes des changements climatiques et intègrent ces aspects dans leur programme de développement local en valorisant les informations disponibles au niveau de l'observatoire. Elles suscitent la prise en compte des stratégies d'adaptation au changement climatique dans tous les projets et programmes intervenant dans leur localité.

##### **Incidences auxquelles on s'attend :**

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Les autorités locales prennent conscience des effets néfastes des CC |
| 2 | Les élus locaux adhèrent au projet et à sa mise en œuvre             |

##### **Incidences souhaitées :**

- |   |   |
|---|---|
| 1 | Valorisent les informations disponibles |
|---|---|

##### **Incidences qu'on aimerait beaucoup voir :**

- |   |   |
|---|---|
| 1 | Les élus locaux intègrent les aspects du CC dans leur programme |
| 2 | Les élus locaux suscitent la prise en compte des stratégies     |

**Incidence visée :** Le projet s'attend à ce que les **producteurs**, hommes et femmes participent de manière active en fournissant le maximum d'informations, en consultant l'observatoire pour moduler leurs choix ou décisions de production en fonction des conditions climatiques et/ou météorologiques prévues. Ils partagent les résultats obtenus suite à l'application de leurs nouvelles connaissances, ce qui permet une mise à jour de la base de données.

##### **Incidences auxquelles on s'attend :**

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Les producteurs/trices soient bien informés de l'existence et de l'utilité de l'observatoire |
| 2 | Les producteurs participent activement   |
| 3 | Les producteurs fournissent le maximum d'informations  |

##### **Incidences souhaitées :**

- |   |   |
|---|---|
| 1 | Les producteurs sachent utiliser l'observatoire |
| 2 | Les producteurs consultent l'observatoire       |

##### **Incidences qu'on aimerait beaucoup voir :**

- |   |   |
|---|---|
| 1 | Les producteurs modulent leur choix et leurs décisions en fonction des conditions climatiques/météorologiques prévues |
|---|---|

Pour les partenaires nationaux la définition de la vision communautaire et le lien avec la vision locale, régionale et nationale, a une valeur ajoutée quand à leurs contributions à l'économie nationale et vice versa.

**Outil 7 :** Tableau d'informations de suivi-évaluation des actions identifiées

Il donne des informations synthétiques sur les activités du projet, facilite le SE des produits et permet d'appréhender les changements induits par la contribution du programme/projet (encadré 8).

Pour certains partenaires du projet comme le cas du PADESO, l'application de cet outil n'est pas appropriée car les activités y relative est rapport avec des ressources non disponibles actuellement dans le projet porteur. Ils proposent la reformulation de l'outil. Etant donné le imparti au projet, il n'était pas possible d'utiliser efficacement cet outil. Il ne sera pertinent que dans la seconde (d'évaluation) du processus.

*L'application de l'outil 7 améliore l'identification des actions concrètes à réaliser et des indicateurs permettant de contrôler ces activités au cours de la période de mise en œuvre du projet.*

Libellé des objectifs par action	Libellé de l'indicateur	Eléments (paramètres) à suivre	Source de vérification	Méthode de collecte de la donnée	Qui collectera la donnée ?	Fréquence de la collecte	Coûts et difficultés de collecte	Qui analysera la donnée ?	Qui fera le reporting de la donnée	Qui utilisera la donnée ?
Organiser des séances d'animation et de partage entre acteurs au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de producteurs ayant accès à l'information</li> <li>• Nombre de producteurs qui utilisent l'information de façon efficiente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de fora</li> <li>• Nombre de participants (forum)</li> <li>• Nombre de producteurs qui consultent l'observatoire et l'appliquent sur leurs parcelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CLCC (rapports)</li> <li>Liste de présence des fora (CLCC)</li> <li>• CLCC (Rapport)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquêtes et revue documentaire</li> <li>• Enquêtes</li> <li>• Enquêtes et revue documentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE et équipe projet</li> <li>• CSE et équipe projet</li> <li>• Equipe projet et CLCC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 fois /an</li> <li>• 1 fois /an</li> <li>• 1 fois /mois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réf CSE</li> <li>• Réf CSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE et équipe du projet</li> <li>• CSE et équipe du projet</li> <li>• CSE et équipe du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE</li> <li>• CSE</li> <li>• CSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acteurs projets, services de l'Etat, ONG, bailleurs</li> <li>• Acteurs projets, services de l'Etat, ONG, bailleurs</li> <li>• Acteurs projets, services de l'Etat, ONG, bailleurs</li> </ul>
Mettre en œuvre les recommandations des fora au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de producteurs ayant adopté les recommandations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de réunions tenues dans les villages (Fandène et Zone périurbaine)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte rendu d'activité du CLCC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue documentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par 15 jours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>néant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE/ Equipe projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE /CLCC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipe projet</li> </ul>
Faciliter l'échange entre les producteurs et les services techniques et scientifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de producteurs ayant accès à l'appui conseil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de requêtes traitées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CLCC (Compte rendu de réunions)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépouillement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE/ Equipe projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A la demande et au besoin</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réf CSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CSE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipe projet/CLCC</li> </ul>

**Outil 8 :** Elaboration du protocole de suivi-évaluation des produits et résultats d'état et des incidences

L'utilisation de cet outil qui consiste en l'élaboration d'un protocole de suivi-évaluation, a posé un problème aux différentes institutions nationales en raison de l'absence d'ancien protocole de constitution d'une équipe de S&E chargée de collecter les données nécessaires pour élaborer un rapport.

*L'application de cet outil comme les outils restants ne pourra être pertinente que dans une éventuelle seconde phase du processus. Ceci a fait l'objet d'une discussion à l'atelier d'Addis Abeba au cours de laquelle l'idée de soutenir et de guider les institutions pour la poursuite de ces études de cas a été avancée. Une réflexion sur la suite de ce projet est en cours et pourrait permettre de tester les outils de collecte de données.*

**Outil 9 :** Récits sur les changements les plus significatifs (Most significant changes – MSE)

C'est l'outil qui a été le plus utilisé et avec aisance par les institutions en charge des études de cas. Il consiste à relever les changements opérés suite à l'implantation du projet à travers des entretiens avec certains membres des communautés concernées. Si aucune critique n'a été formulée à l'endroit de cet outil, son utilisation s'est limitée juste à l'affichage des récits contés par des membres des communautés (cf annexe 6); les équipes n'ont donné ni l'objectif ni la signification de ces récits.

#### **Encadré 9 : Récits sur les changements les plus significatifs (outil 9) cas du PADESO**

##### **RECIT 1 :**

**Nom du conteur de l'histoire :** Sidy Cheick DIANKOUMBA

**Nom du rapporteur de l'histoire :** Missa N'faly TRAORE

**Site :** Fogoty

**Date de rapportage :** 03/ 07/ 2011

**Voulez vous que votre histoire soit communiquée à d'autres ?** Oui

##### **1. Dites-moi comment vous (conteur de l'histoire) avez été impliqué pour la première fois dans le programme et quel est votre niveau d'implication actuelle ?**

J'étais le chef de village par intérim, par conséquent, toutes les actions concernant le village passaient par moi. Le 1er chef de la Zone pastorale de Dilly Mr Aboubacryne Ag AYAYA nous a approché pour nous parler des intentions d'intervention et des objectifs de son Projet (CPES). C'est ainsi que j'ai adhéré au Projet. Actuellement, je suis conseiller du village et je participe aux activités du village.

##### **2. De votre point de vue, décrivez une histoire qui caractérise le changement le plus significatif du fait de votre participation au programme ?**

Avant l'arrivée du Projet, le village était confronté à un problème d'eau et un déséquilibre alimentaire. Le Projet a réalisé deux (2) forages équipés de pompes manuelles, cela a permis au village d'avoir de l'eau pour mener les activités de maraîchage, qui n'étaient pas pratiquées. L'activité a été une réussite de telle sorte que les villages voisins venaient se ravitailler en produits maraîchers (pomme de terre, la laitue etc. chez nous). Nous avons même reçu la visite d'une mission de l'Ambassade des USA.

##### **3. Comment ce changement a été plus significatif pour vous ?**

Ce changement a été plus significatif pour moi à travers la maîtrise des techniques de maraîchage, l'augmentation de mon revenu et l'amélioration de mon alimentation, partant donc de ma condition de vie.



Cet outil facilite la compréhension des actions du projet et de leur perception par les populations. C'est un outil de proximité qui sert de base aux échanges et à la communication. Il permet de mesurer indirectement les changements de comportements. Il permet aussi de déceler des changements qui n'ont peut-être pas été envisagés par le projet mais qui sont importants pour les acteurs concernés.

### **Outil 10 : Journal des incidences**

C'est l'outil qui sert à renseigner sur les marqueurs de progrès à documenter les changements intervenus dans les comportements des partenaires limitrophes du projet/programme. Ces changements concernent aussi bien les relations, pratiques, activités et actions des partenaires. Un exemple de ce journal est présenté en annexe 8.

L'outil a été très peu utilisé par les équipes nationales en raison de l'insuffisance de temps imparti aux études de cas. Son application s'est avérée simple et pertinente au sens où il informe les gestionnaires de projet/programme sur l'impact et l'apport du projet dans l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

#### **Encadré 10 : Journal des incidences (outil 10)**

##### **Incidence 1 :**

**Description du changement :** Amorçe d'une institutionnalisation de la problématique du CC (communication sur les CC à lors d'une session budgétaire du Conseil régional de Thiès)

##### **Acteurs et facteurs ayant contribué :**

- Responsabilisation du conseil régional de Thiès dans la mise en œuvre du projet Infoclim ;
- Engagement du Conseiller Technique du Conseil régional

**Sources de vérification (évidence) :** Compte rendu session budgétaire et arrêtés portant création du CRP et des CLCC

##### **Leçons et réactions/Changements requis pour le programme :**

##### **Incidence 2**

**Description du changement :** Emergence d'un esprit communautaire suscité par Infoclim

##### **Acteurs et facteurs ayant contribué :**

- Organisation de forums

##### **Sources de vérification (évidence) :**

- Documents audiovisuels
- Récits sur les changements les plus significatifs ;
- Comptes-rendus forums
- Fiches techniques

##### **Leçons et réactions/Changements requis pour le programme :**

## **//.6.-6 Leçons tirées de l'application de l'ensemble des outils**

Les études de cas ont permis de tirer des leçons pour contribuer à la validation du manuel de formation proposé par AGRHYMET et UICN. Des enseignements importants ont pu être tirés pendant l'atelier régional tenu à AddisAbeba en juin 2011 pour servir à cet effet. Le tableau suivant présente un résumé des forces et faiblesses tirées de l'application des outils par les études de cas.

**Tableau 4 : Récapitulatif des forces et faiblesses issues de l'application des outils**

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
<b>Outil 1 : Analyse de la Vulnérabilité et des capacités d'adaptation (AVCA)</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Améliore les capacités de réflexion, la connaissance des ressources du terroir et éveille les consciences sur les risques liés aux aléas</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Longues discussions, cotation non adaptée au contexte villageois.</li><li>• la procédure d'application comporte un problème d'ordre séquentiel, corrigé par un brainstorming improvisé.</li></ul>
<b>Outil 2: Community-based Risk Screaming Tool – Adaptation and Livelihood (CRiSAT)</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Offre la possibilité d'identifier les limites des stratégies actuelles et de discuter les stratégies alternatives durables</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Montre une confusion entre les stratégies des communautés et leurs activités courantes ; La limite entre les deux aspects n'est pas perceptible.</li></ul>
<b>Outil 3 : Analyse participative des facteurs de risque liés aux aléas climatiques.</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Accroît la capacité d'organisation face aux risques et d'identification des catégories sociales les plus sensibles.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Difficultés de faire comprendre la notion de pourcentage pour déterminer le degré d'exposition et de sensibilité.</li></ul>
<b>Outil 4 : Vision, Action, Partenariat</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Eclaire les populations sur les directions à suivre et aide les partenaires limitrophes à intégrer la vision des communautés rurales</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les populations se mettent dans une position d'attente de promesses et de nouveaux projets</li></ul>
<b>Outil 5 : Les incidences visées par partenaire</b>	

- Donne aux partenaires limitrophes une nouvelle voie de contribuer à la vision et au développement des communautés.

- Demande beaucoup de temps pour amener divers partenaires à harmoniser leur vision.

#### **Outil 6 : Les marqueurs de progrès gradués**

- Contribue au rapprochement des différents projets et avec leurs partenaires limitrophes

- Nécessité beaucoup d'efforts et de temps de la part des partenaires limitrophes qui doivent changer de comportement.

#### **Outil 7 : Le tableau d'informations et de suivi-évaluation des actions identifiées**

- Fixe les actions à suivre ainsi que la vision d'ensemble du processus de suivi évaluation

#### **Outil 9 : Protocole de suivi – évaluation des produits et résultats/ incidences**

- Les équipes ayant mis en œuvre les études de cas doivent être changées.

- Nécessite un temps suffisant pour être utilisé. Notamment la phase d'évaluation

#### **Outil 10 : Les changements les plus significatifs (Most significant changes – MSC)**

- Facilite le rattachement des jeunes au passé de leur terroir par un regard rétrospectif en vue de contribuer à l'avenir.

- L'outil ne permet pas aux absents à la réunion de bénéficier des récits

#### **Outil 11 : Journal des incidences**

-

### III-ANALYSE ET EVALUATION DES RESULTATS, SYNTHESE DES LEÇONS

Les études de cas ont constitué de manière délibérée une analyse, à la fois de l'expérience des projets porteurs sur la restauration de l'environnement et de l'expérimentation d'approches et outils de suivi-évaluation des capacités d'adaptation au changement climatique. La conduite des études de cas a été positivement appréciée par les cinq institutions et leurs partenaires nationaux qui ont largement contribué à leur mise en œuvre. Les résultats obtenus sont d'un apport considérable tant du point de vue technique pour améliorer les outils que du point de vue formation des experts nationaux et développement de l'approche.

Bien que la période de mise en œuvre ait été courte comme l'ont souligné toutes les équipes nationales, les résultats ont été globalement positifs car, au-delà du renforcement des capacités, il a été possible de tirer des leçons pour améliorer les outils et pour guider les pays dans la construction et l'amélioration de la méthodologie de suivi-évaluation des projets d'adaptation au changement climatique.

L'apport des études de cas a été double par rapport à l'administration des outils ; bien que conduite à l'échelle locale, elles ont montré la manière par laquelle un passage d'échelle est possible du local au sub-national et au national. Ce résultat est fondamentalement l'apport de l'outil VAP. Cet outil de passage d'échelle est une importante contribution des études de cas aux projets porteurs pour une meilleure planification de leurs activités futures et une implication des acteurs les plus pertinents aux projets.

Spécifiquement à l'utilisation des outils:

Au niveau de toutes les institutions nationales, la question du genre a été particulièrement prise en compte. La participation des femmes, des jeunes, des différents groupes socioprofessionnels a été diversement gérée. Que les discussions aient été conjointes ou séparées, les résultats ont été les mêmes, montrant ainsi l'importance de l'animation (approche participative) des ateliers locaux destinés à l'administration des outils ou simplement la pertinence des outils.

La mise en confiance entre équipes d'experts et populations, due aux relations précédemment tissées par le projet porteur et aux méthodes de proximité, a été déterminante. L'approche de terrain faisant intervenir les leaders d'opinion a constitué un des outils de motivation des populations qui se sont prêtées à l'exercice des études de cas ; L'expérience montre que dans ces conditions, la parole et le génie sont libérés pour faciliter le captage des opinions et des idées les plus intéressantes.

Ainsi certains pays ont complété les outils en expérimentant et en proposant une étape de brainstorming dans les approches. L'outil complémentaire au brainstorming a été de simplifier et de traduire certains termes techniques en langues nationales. De ces suggestions est né un lexique qui a été traduit en langues nationales par toutes les institutions.

La méthodologie ayant accompagné les outils a été pragmatique pour mettre rapidement en évidence les aspects positifs des outils (pertinence) et identifier les insuffisances et même proposer et apporter des corrections et améliorations.

Parmi les insuffisances il a été noté la lourdeur de certains outils qui a conduit à les compléter par l'élaboration d'un brainstorming et d'un lexique traduit en langues nationales. Il est noté également le besoin de former les équipes nationales sur les approches participatives afin qu'elles acquièrent des méthodes souples de conduite des entretiens avec les populations tout en veillant à la question du genre.

Si la mobilisation des partenaires sub-nationaux et locaux pour les activités de terrain et l'application des outils ont bien fonctionné dans les cinq études de cas, les équipes de pilotage constituées par les projets porteurs admettent des difficultés et tirent d'importantes leçons pour les autres projets.

De telles activités avec les résultats intéressants que l'on a connus n'aurait pu se réaliser sans les moyens spécifiquement alloués au S&E ; il serait improbable d'envisager une unité fonctionnelle de suivi-évaluation dans les projets sans y affecter des moyens propres et suffisants.

C'est d'une parfaite organisation et une responsabilité collective que dépendent les résultats des études de cas et non dans la seule maîtrise des outils.

Parmi les difficultés rencontrées, l'on notera l'insuffisance de capacités humaines à deux niveaux : Les experts ayant conduit ces études sont pour la plupart initialement dédiés à d'autres tâches et n'ont pas été déchargés au moment de s'occuper de ces études. Il aurait été souhaitable d'avoir une équipe au sein des projets porteurs en charge de la collecte et l'analyse des informations pour le suivi-évaluation. Par ailleurs la multidisciplinarité tant souhaitée n'a pas été suffisamment analysée et attribuée aux équipes. Ainsi, certaines disciplines telles que la sociologie et l'andragogie ont fait défaut, obligeant le recours à des consultants, occasionnant des coûts supplémentaires. L'insuffisance du temps imparti à ces études a été reconnue par tous et la formation n'a pas été suffisante pour donner une capacité à même d'assurer l'appropriation totale des études de cas par des experts nationaux qui n'ont pas suffisamment de notions en suivi-évaluation. Le domaine du S&E est sans doute vaste et demande des formations complémentaires notamment en base de données, en statistiques et en élaboration d'outils si possible, en plus des connaissances sur les thématiques du projet. Les partenaires au projet s'attendaient à ce qu'un temps suffisant soit accordé au renforcement des capacités (appui aux ateliers nationaux de formation) et à la mise en œuvre proprement dit des études de cas.

Les études de cas ont apporté un éclairage aux projets porteurs en mettant en exergue le besoin de disposer d'une unité de suivi-évaluation au sein de tout projet et particulièrement dans les projets qui abordent un thème novateur comme l'adaptation au changement climatique. L'adaptation relève encore du tâtonnement et doit être accompagnée d'actions de Recherche-Développement en particulier pour identifier et améliorer les capacités d'adaptation. L'étude de cas a été ainsi une recherche d'accompagnement des projets porteurs en vue de permettre la mise en place progressive d'une unité de suivi-évaluation.

#### **IV. CONCLUSION GENERALE**

Au terme des études de cas quelques acquis marquants méritent d'être soulignés car ils vont déterminer le rôle innovant que le suivi-évaluation apporte à l'adaptation au changement climatique.

Partout les outils ont été positivement appréciés par les groupes d'acteurs et indéniablement pertinents. Au regard des résultats fournis, la trousse constituant les outils a été d'un intérêt capital pour l'implication des populations, de la collecte des données et de l'amélioration des connaissances et l'analyse des ressources disponibles dans les terroirs villageois.

L'adaptation est un domaine nouveau du point de vue approche et outils scientifiques; Elle ne sera gagnée que si les projets acceptent de se doter d'un système de suivi-évaluation qui leur permet de vérifier et contrôler la qualité des outils et des solutions qu'ils développent.

Les résultats des études de cas sont des atouts majeurs sur lesquels doivent s'appuyer les projets porteurs et les stratégies nationales pour réussir les différents projets d'adaptation au changement climatique ; Par conséquent il est important de réfléchir sur les voies et moyens d'améliorer et de pérenniser les résultats des études de cas. Au-delà de publier ces résultats, des actions urgentes doivent être engagées pour assurer leur appropriation au niveau national. Le fait que les projets porteurs n'ont pas significativement contribué au financement et à la mise en place de cet embryon de suivi-évaluation porte en soit les risques de démobilitation à la fin des études de cas.

L'amélioration de la qualité des outils, la maîtrise des méthodes d'application et la mise en place d'unités de suivi-évaluation sont trois objectifs qui vont continuer à interpeler les initiateurs des projets d'adaptation au changement climatique.

Les études de cas donnent un espoir de réussite d'un système de suivi-évaluation innovant pour d'autres projets. Au niveau national il peut être suggéré de poursuivre la formation à l'usage des outils et de permettre ainsi à d'autres experts de les maîtriser ; Aussi les partenaires régionaux ont l'opportunité d'assurer le suivi des outils au-delà du temps relativement court de leur test au cours des les études de cas.

Les efforts de mise en place d'un système de suivi-évaluation et la promotion des outils qui les accompagnent sont prometteurs d'un progrès significatif dans le domaine de l'adaptation au changement climatique. Ces perspectives encourageantes peuvent être mises à profit pour responsabiliser davantage les décideurs techniques et politiques dans l'appropriation des acquis des études de cas.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

**Centre Régional AGRHYMET/UICN, 2010-** Outils de planification et suivi-évaluation des capacités d'Adaptation au changement climatique- Manuel de formation (Version 2)

**CARE, 2010-** Analyse de la Vulnérabilité et de la Capacité d'adaptation au Changement climatique (Manuel)

**GIEC, 2007** : Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et Reisinger, A. (publié sous la direction de~)]. GIEC, Genève, Suisse, ..., 103 pages.

**lisd/Intercoopertion/UICN/SEI, 2009-** CRISTAL outil des risques au niveau communautaire  
**OSS, 2000-** Guide de travail sur le suivi-évaluation et les indicateurs d'impact de la CCD juin 2000.

**OSS, 2011-** Suivi-Evaluation des Aquifères Transfrontaliers – Guides méthodologique tome V.

**OSS, 2004** – Concepts et Approche méthodologique d'Elaboration des Outils du Suivi-Evaluation du LCD

**OSS, 2006** – Suivi-Evaluation des programmes nationaux de lutte contre la Désertification

OSS, 2011- Document des **leçons tirées des études cas** du projet MECCA-Africa « Suivi Evaluation des capacités d'adaptation au changement climatique en Afrique. – réalisé par Aboubacar Issa, Nabil Ben Khatra, Bello Abina Abdoul Karim et Briki Mourad ; OSS Tunis (Tunisie) septembre 2011.

Rapport d'avancement du projet «Approche expérimentale du renforcement des capacités et de la mise au point d'outils pour le suivi et l'évaluation des initiatives d'adaptation aux effets du changement climatique : Etude de cas Infoclim ». Dakar le 04 /03 / 2011. **CSE**, Sénégal. Abdoulaye Faye et Marième Diallo.

Rapport d'étape de mise en œuvre de projet d'étude de suivi évaluation des capacités d'adaptation aux changements climatiques au Niger - **CNSEE** Mars 2011. Watta Sama Issoufou, Moukaila Zakou et Moussa Inja.

Rapport technique OSS au 15 juillet 2010, élaboré par Robert Zougmoré et Nabil Ben Khatra – soumis en août 2010.

Rapport technique OSS du 15 juillet-15 décembre 2010 élaboré par Aboubacar Issa, Nabil Ben Khatra Bello Abina Abdoul Karim et Briki Mourad – soumis en février 2011.

Rapport technique OSS du 15 janvier-15 juillet 2011, Aboubacar Issa, Nabil Ben Khatra Bello Abina Abdoul Karim et Briki Mourad – soumis en Juillet 2011.

Rapport technique OSS au 15 octobre 2011, Aboubacar Issa, Nabil Ben Khatra Bello Abina Abdoul Karim et Briki Mourad – soumis en octobre 2011.